SV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 41.041/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 25 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé d'un mois, sur un avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel de l'ordre judiciaire de niveau A, des greffiers et des secrétaires", a donné le 20 septembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

I. Observations générales

Généralités

Dans l'avis 34.815/2, donné le 6 février 2003, sur un avant-projet de loi "portant réforme de la carrière et du statut pécuniaire des membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets", la section de législation du Conseil d'État rappelait, dans une observation consacrée à la séparation des pouvoirs, qu'

> "[i]l résulte de l'économie du Code judiciaire et de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage que les membres du personnel de l'ordre judiciaire ne peuvent être purement et simplement assimilés aux agents de la fonction publique fédérale en raison de leur appartenance au Pouvoir judiciaire. L'absence de lien de subordination par rapport au Pouvoir exécutif constitue, à cet égard, une garantie de sauvegarde de l'indépendance du Pouvoir judiciaire et du principe de la séparation des pouvoirs."

Elle avait au préalable souligné :

> "Pour le personnel de l'ordre judiciaire, ce sont donc des textes législatifs qui définissent leurs missions, les conditions de leur nomination, l'avancement dans la carrière, les incompatibilités, les absences ainsi que le régime disciplinaire. Certains aspects de ce régime statutaire, comme le régime disciplinaire et les incompatibilités, se rapprochent sensiblement du régime applicable aux magistrats."

Dans l'avis 35.472/2, donné le 12 juin 2003, sur un avant-projet devenu l'arrêté royal du 30 juillet 2003 modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, la section de législation du Conseil d'État avait également rappelé que les référendaires à la Cour de cassation, les référendaires près des cours d'appel et des tribunaux de première instance ainsi que les juristes de parquet "ne peuvent être soumis à un statut de fonctionnaire élaboré par le Roi".

Le principe selon lequel le statut des membres du personnel de l'ordre judiciaire relève, pour l'essentiel, des prérogatives du pouvoir législatif est lié au statut d'indépendance garanti par la Constitution, spécialement par son article 151, aux magistrats, membres de l'ordre judiciaire, compte tenu de la collaboration apportée par ces membres du personnel à l'exercice du pouvoir judiciaire. Ce lien est toutefois variable selon les fonctions exercées. Ainsi, si, comme l'a constaté par exemple la Cour d'arbitrage dans son arrêt n° 138/98 du 16 décembre 1998 en ce qui concerne les greffiers, ceux-ci "assiste[nt] le juge dans tous les actes de son ministère", "collabore[nt] à l'exercice du pouvoir judiciaire", "agi[ssen]t publiquement à côté du juge et avec celui-ci" et, partant, "doi[ven]t faire montre, aux yeux du public, d'indépendance et d'impartialité", ces considérations ne valent pas avec la même intensité pour toutes les fonctions concernées par l'avant-projet.

En conséquence, les garanties d'indépendance dont il vient d'être question, en ce qui concerne notamment l'étendue des pouvoirs conférés au pouvoir exécutif en matière de statut des membres du personnel de l'ordre judiciaire, doivent être assurées, mais avec une intensité qui peut être proportionnelle, selon les fonctions exercées, à l'assistance qu'ils prêtent à l'exercice des fonctions juridictionnelles proprement dites [1].

C'est à la lumière de ces considérations que l'avant-projet a été examiné.

---

[1]Lorsque, dans le présent avis, il est question de "fonctions juridictionnelles", cela concernera celles exercées tant par la magistrature assise que la magistrature debout.

2. Il en résulte également que, même si, à certains égards, certains des titulaires des fonctions concernés par l'avant-projet, spécialement les greffiers, disposent, selon le Code judiciaire, de prérogatives, notamment l'authentification des événements judiciaires, dont il résulte qu'ils interviennent alors comme membres de l'ordre judiciaire [2], il a été opté dans le présent avis pour la convention de vocabulaire suivante : compte tenu de ce qu'en vertu de la Constitution les membres du pouvoir judiciaire sont exclusivement les magistrats, la notion de "membre de l'ordre judiciaire" est réservée à ces derniers et celle de "membre du personnel de l'ordre judiciaire" concerne les titulaires de fonction, autres que les magistrats, dont la carrière et le statut sont réglés par l'avant-projet.

L'avant-projet gagnerait à être revu sur la base de la même distinction.

Le champ d'application de l'avant-projet

1. L'avant-projet ne s'applique pas aux stagiaires judiciaires et aux référendaires près la Cour de cassation.

La fonctionnaire déléguée justifie ainsi cette limitation du champ d'application de l'avant-projet :

"referendarissen bij het Hof van Cassatie

Deze beroepsgroep is in het leven geroepen door de wet van 6 mei 1997 strekkende tot de bespoediging van de procedure voor het Hof van Cassatie. Het statuut van deze beroepsgroep wijkt reeds van in den beginne af van dat van de andere personeelscategorieën van de rechterlijke organisatie.

Zij worden beschouwd als zeer sterk aanleunende bij de magistratuur, hetgeen zich ook vertaalt in onder meer volgende bepalingen :

- Overeenkomstig artikel 365*bis* Ger. W. is hun wedde gekoppeld aan die van de parketmagistraten.

---

[2] Avis 25.923/1, donné le 16 janvier 1997, sur un avant-projet devenu la loi du 20 mai 1997 "portant diverses mesures en matière de fonction publique", Chambre, *Doc. parl.*, 1995-1996, n° 645/11, pp. 6 et 7; C.A., arrêt n° 138/98, 16 décembre 1998, B.4.3.

- Overeenkomstig art. 479 Sv genieten enkel deze personeelsleden van de rechterlijke organisatie het voorrecht van rechtsmacht.

De regering heeft de beleidsoptie die werd genomen bij de wet van 6 mei 1997 bestendigd; zij werden uitdrukkelijk uitgesloten uit het toepassingsgebied van het protocol nr. 249 betreft de modernisering van het personeelsbeleid voor het personeel van griffies en parketten dat op 1 april 2003 werd afgesloten tussen de ministers van Justitie, Ambtenarenzaken en een vertegenwoordiger van de minister van Begroting, en de representatieve vakbonden. Zij maakten ook niet het voorwerp uit van het Protocol 293 dd. 17 oktober 2005, dat werd afgesloten tussen dezelfde partners, hetgeen wordt uitgevoerd bij huidig voorontwerp.

gerechtelijke stagiairs

De gerechtelijke stage is één van de drie toegangsmogelijkheden voor de magistratuur. Het is dan ook logisch dat deze beroepscategorie een afwijkend statuut heeft van dat van het personeel van de rechterlijke organisatie. Hun statuut maakt trouwens het onderwerp uit van het wetsontwerp tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toegang tot de magistratuur dat momenteel in het parlement wordt behandeld (DOC 51 2624/001)."

Il apparaît ainsi que c'est la plus ou moins grande proximité par rapport aux magistrats, tant en ce qui concerne la fonction qu'en ce qui concerne le statut [3] qui justifie qu'une catégorie de membres du personnel de l'ordre judiciaire est ou non incluse dans l'avant-projet.

Si le critère est pertinent, son application se révèle délicate. L'exclusion justifiée des référendaires près la Cour de cassation du champ d'application de l'avant-projet amène à s'interroger sur l'inclusion, dans ce même champ d'application, des référendaires et des juristes de parquet près les cours d'appel, les cours du travail et les tribunaux.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de justifier, dans l'exposé des motifs, de manière pertinente par rapport au critère précité, les choix opérés, notamment en ce qui concerne les référendaires et juristes de parquet près les cours d'appel, les cours du travail et les tribunaux.

---

[3]Les référendaires près la Cour de cassation ont le même traitement, pendant leur stage, qu'un substitut du procureur du Roi et ensuite, successivement, qu'un substitut du procureur général et qu'un avocat général; ils bénéficient du privilège de juridiction.

2. À l'exception des greffiers et des secrétaires de parquet de niveau B, l'avant-projet ne s'applique pas, si l'on se fie à son intitulé et à l'exposé des motifs, au personnel administratif des niveaux B, C et D.

Le statut de ces agents est fixé pour partie dans le Code judiciaire, tel que modifié par la loi du 10 juin 2006 "portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétariats des parquets" [4], et pour partie dans le projet d'arrêté royal "portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel des greffes et secrétariats du parquet" sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné, le 3 août 2006, l'avis 40.875/2/V.

Cette distinction entre le personnel de niveau A, les greffiers et secrétaires de parquet, d'une part, et le personnel des niveaux B, C et D, d'autre part, peut se justifier.

Quant au contenu, rien n'interdit de prévoir des statuts différents pour les deux catégories. En effet, compte tenu de la spécificité de leurs fonctions au sein de l'ordre judiciaire (assistance directe et collaboration avec les magistrats), les greffiers, les secrétaires de parquet, les référendaires près des cours d'appel et des tribunaux de première instance ainsi que les juristes de parquet doivent, comme déjà mentionné, bénéficier d'un statut fixé par la loi leur garantissant une certaine indépendance par rapport au pouvoir exécutif. Pour les autres membres du personnel, des habilitations plus larges peuvent être conférées au Roi [5] et les garanties d'indépendance, bien que nécessaires, ne doivent pas être aussi strictes.

---

[4]Cette loi n'a pas encore été publiée au Moniteur belge.

[5]Comme le soulignait Cyr Cambier à propos de la fixation des cadres du personnel, "Le parlement n'est pas à même de pourvoir adéquatement et jusque dans le menu aux besoins de tous les services de justice" (*Droit judiciaire civil*, T. I, 1974, Bruxelles, Larcier, p. 461).

Les avis 39.469/2, donnés par la section de législation le 14 décembre 2005, sur l'avant-projet devenu la loi du 10 juin 2006, précitée et 40.875/2/V, précité, n'ont pas critiqué, s'agissant de ces seuls agents des niveaux B, C et D, la répartition entre ce qui est réglé par la loi et ce qui est délégué au Roi.

Quant à la méthode, le fait que l'auteur de l'avant-projet ait réglé d'abord le statut des agents des niveaux B, C et D, autres que les greffiers et les secrétaires de parquet, et ensuite celui des agents de niveau A et des greffiers et secrétaires de parquet, ne s'expose pas à la critique. Encore faut-il cependant être attentif à la cohérence des textes et éviter les problèmes de légistique.

Le projet d'arrêté royal "portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel des greffes et secrétariats du parquet" se donnait comme fondement légal des articles du Code judiciaire remplacés ou modifiés par la loi du 10 juin 2006, précitée. Or, l'avant-projet se propose déjà d'abroger ou de modifier ces articles. Ainsi, à titre d'exemple :

1° l'article 180 du Code judiciaire, qui habilite le Roi à créer des grades de qualification particulière est abrogé (article 38 de l'avant-projet);

2° le contenu de l'article 179, dernier alinéa, du Code judiciaire qui chargeait le Roi de déterminer le statut des membres du personnel des niveaux B, C et D, et de l'article 380 qui chargeait le Roi de fixer leur traitement figure dans l'article 177, § 2, en projet, du Code judiciaire;

3° le contenu des articles 279, § 3, 280, § 3, et 281, alinéa 4, qui chargeaient le Roi de déterminer les modalités de sélection et de recrutement des membres du personnel visés dans ces dispositions ainsi que le délai et le statut applicables à la nomination provisoire n'appartiennent plus ou n'y figurent que partiellement dans les articles 270, 271 et 272, en projet, du Code judiciaire;

4° le contenu des articles 330*ter* et 330*quater* n'est plus mentionné dans l'avant-projet.

Il en résulte deux conséquences :

a) Contrairement à ce que mentionne son intitulé, l'avant-projet contient également des dispositions (notamment les articles 161 (en partie), 177, § 2, 354, alinéa 2, 270, 271, 272, 273, 287*quater*, 287*quinquies*, § 1er, alinéa 2, 330, 353*ter*, 354, en projet, du Code judiciaire) relatives aux membres du personnel de l'ordre judiciaire autres que

ceux de niveau A, les greffiers et les secrétaires de parquet [6]. L'intitulé doit, dès lors, être adapté.

b) Il conviendra de vérifier attentivement si toutes les dispositions du projet d'arrêté royal précité conservent un fondement légal dans les dispositions du Code judiciaire telles qu'elles résulteront de l'avant-projet examiné. Les articles de ce projet d'arrêté royal qui font référence aux dispositions abrogées du Code judiciaire devront être adaptés.

Les habilitations excessives

En ce qui concerne les habilitations au Roi contenues aux articles 15 et 16 (organisation du système de répartition en classes, fonctions, filières de métiers, familles de fonctions), 58 (modalités de la sélection comparative), 76 (formations certifiées) et 87 (modalités d'évaluation visées à l'article 287*quater*, § 2, alinéa 1er, en projet), il est renvoyé aux considérations figurant ci-après.

L'indépendance des membres du personnel de l'ordre judiciaire

1. L'article 143*ter*, alinéa 1er, en projet, du Code judiciaire (article 5 de l'avant-projet) dispose que le Roi crée un secrétariat commun au service du Collège des procureurs généraux, du conseil des procureurs du Roi et du Conseil des auditeurs du travail. L'alinéa 5 du même article dispose que le Roi détermine le statut des membres de ce secrétariat et le nombre d'emplois.

---

[6]Certaines dispositions de l'avant-projet concernent, de manière également incidente, les magistrats, mais pas au point de justifier une modification de l'intitulé du présent avant-projet de loi.

À l'inverse, il y a lieu de tenir compte dans l'intitulé de ce qu'en ce qui concerne les membres du personnel de l'ordre judiciaire, l'objet de l'avant-projet ne se limite pas à leur "carrière" et à leur "statut pécuniaire" mais concerne aussi à d'autres aspects de leur statut.

Comme pour tous les autres organes du pouvoir judiciaire (cours et tribunaux, ministère public, greffe, secrétariat de parquet), c'est à la loi et non au Roi de créer le secrétariat commun.

L'exposé des motifs précise que

> "Les tâches du secrétariat ne se limitent pas uniquement à prêter son concours aux différentes réunions périodiques. Aujourd'hui le ministère public a besoin d'expertise dans divers domaines."

et cite, comme exemple, le développement de projets informatiques et l'analyse de données chiffrées en matière de politique criminelle.

Il en résulte que le personnel de ce secrétariat doit être composé de membres du personnel de l'ordre judiciaire dont le statut est déterminé, selon les cas, par l'avant-projet examiné ou par la loi du 10 juin 2006 "portant réforme des carrières et de la rémunération du personnel des greffes et des secrétariats des parquets", et non d'agents dont le statut est entièrement déterminé par le Roi.

2. Dans l'exposé des motifs, l'auteur de l'avant-projet précise qu'il n'est pas question de "fonctionnariser" le personnel de l'ordre judiciaire et que

> "[l]e Gouvernement n'est que trop conscient du fait que les agents de l'État et le personnel de l'organisation judiciaire travaillent pour des instances très différentes; ils font partie de pouvoirs distincts qui ont leurs propres objectifs, hiérarchie, fonctions, culture."

En réalité, l'ordre judiciaire n'a jamais géré lui-même entièrement son personnel dans le respect de règles et principes fixés uniquement par le législateur. Le Code judiciaire consacre l'intervention du pouvoir exécutif, que ce soit par voie réglementaire [7] ou par des mesures individuelles [8]. Comme le constate Cyr Cambier,

---

[7]Plusieurs dispositions du Code judiciaire habilitent le Roi à prendre des mesures statutaires plus ou moins étendues pour certains membres du personnel. Tel est le cas de l'article 185 pour les titulaires de grades de qualification, de l'article 353*bis* pour les référendaires près la Cour de cassation ainsi que les référendaires et juristes de parquet

> "[l]a préoccupation de soustraire l'organisation de la justice à l'emprise de l'exécutif est à concilier avec certaines nécessités pratiques. Le parlement n'est pas à même de pourvoir adéquatement et jusque dans le menu aux besoins de tous les services de justice" [9].

Force est de constater que l'importance de l'intervention du pouvoir de l'ordre judiciaire s'estompe. Cela résulte notamment de ce que, hormis pour les attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, l'avant-projet supprime les dispositions qui conféraient un rôle au pouvoir judiciaire ou au Conseil supérieur de la Justice dans le choix des personnes appelées à collaborer étroitement avec les magistrats Il s'agissait notamment :

1° de l'article 206*bis* du Code judiciaire, qui prévoyait que le concours donnant accès à la fonction de référendaire et de juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance était organisé par la commission de nomination et de désignation du Conseil supérieur de la Justice;

2° de l'article 261, qui prévoyait que les greffiers-chefs de service étaient nommés par le Roi parmi les greffiers sur présentation du chef de corps du tribunal ou de la cour;

3° des articles 262 et 273, qui prévoyaient que les greffiers et les greffiers adjoints, les secrétaires et secrétaires adjoints étaient nommés par le Roi sur deux listes doubles présentées l'une par le chef de corps et l'autre par le greffier en chef ou le secrétaire en chef du parquet;

---

près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance, de l'article 354 pour les membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet, les attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation ainsi que les secrétaires en chef, les secrétaires et les secrétaires adjoints et de l'article 380 pour les traducteurs, traducteurs principaux, rédacteurs, rédacteurs principaux, employés et employés principaux des greffes et des secrétariats de parquet, des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation.

[8]Comme les nominations, les sanctions disciplinaires, etc.

[9]Voir la note 5.

4° de l'article 287*bis* qui prévoyait l'avis des chefs de corps et des greffiers en chef pour toute une série de nominations.

L'avant-projet prévoit désormais des procédures de nomination identiques à celles applicables aux agents de la fonction publique fédérale, qui offrent des garanties suffisantes d'impartialité et d'objectivité, mais sans aucune intervention du chef de corps.

L'exposé des motifs précise :

"Il va de soi que les responsables de l'organisation judiciaire doivent être activement associés (aux sélections comparatives)."

Cependant, aucune disposition de l'avant-projet ne consacre cette association active.

De même, les promotions sont liées à la réussite de formations certifiées, dans lesquelles le pouvoir judiciaire n'intervient nullement.

Enfin, en vertu de l'article 354, alinéa 2, en projet, le Roi organise désormais la formation de tous les membres du personnel, y compris les référendaires et les juristes de parquet.

Pour garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, qui implique une certaine maîtrise de ce dernier sur la gestion de son personnel, il y a lieu de prévoir, dans l'avant-projet, des dispositions qui, comme le précise l'exposé des motifs, associent activement le pouvoir judiciaire à la sélection, à la promotion et à la formation ainsi qu'à l'évaluation [10] de son personnel.

Pour les mêmes raisons, l'avant-projet devrait prévoir l'association active du pouvoir judiciaire à la détermination de la structure de son personnel et donc à tout ce qui concerne sa répartition en classes, fonctions, filières de métiers, familles de fonctions.

---

[10]Une disposition pourrait notamment concerner la fixation des critères d'évaluation.

II. Observations particulières

Dispositif

Article 10

La deuxième partie du Code judiciaire est consacrée à "l'organisation judiciaire", le mot "organisation" signifiant ici, "la manière dont est organisé" le pouvoir judiciaire.

Au titre III, en projet, où il s'agit de désigner l'institution, le pouvoir au sens matériel, il faut mentionner le "personnel de l'ordre judiciaire", de la même manière que le titre VI actuel vise les "conditions de nomination des membres de l'ordre judiciaire".

Il n'appartient pas à l'auteur de l'avant-projet de substituer l'expression "organisation judiciaire" à l'expression "ordre judiciaire", qui est consacrée par les articles 151, § 3, 6° et 7°, et 154 de la Constitution.

La même observation vaut pour les articles 40 et 42 de l'avant-projet ainsi que les articles 274, § 2, 282, 283 et 366, § 1er, en projet, du Code judiciaire.

Article 11

La phrase liminaire mentionne "un nouveau chapitre Ier".

Or, le titre III du livre 1er de la deuxième partie du Code judiciaire n'est actuellement pas divisé en chapitres.

La même observation vaut pour les articles 17, 19, 29 et 35 de l'avant-projet.

Article 13
(article 158 en projet du Code judiciaire)

1. L'article 158, § 1er, alinéa 1er , en projet, du Code judiciaire dispose que le Roi "peut" créer un service d'appui au sein d'une cour, d'un tribunal ou d'un parquet.

Il convient de préciser, dans l'avant-projet, en fonction de quels critères le choix sera fait ou non de créer un service d'appui.

Le Conseil d'État se demande, notamment, s'il sera fait usage de cette possibilité uniquement à la demande du chef de corps ou si le service d'appui pourra être créé sans que le chef de corps concerné ne soit demandeur. Dans la première hypothèse, le texte devra être précisé. Dans la seconde hypothèse, l'exposé des motifs devra être complété.

2. L'article 158, § 1er, alinéa 2, en projet, prévoit :

> "Ce service d'appui est chargé de rendre des avis et d'apporter un appui aux chefs de corps dans différents domaines, parmi lesquels l'assistance judiciaire aux magistrats, la politique du personnel, les bâtiments et l'équipent matériel, la gestion administrative ainsi que la gestion informatique."

Le commentaire de l'article précise :

> "Beaucoup de tâches actuelles et futures peuvent et pourront difficilement être intégrées à un greffe ou à un parquet. Ainsi, par exemple, le personnel qui prête une assistance judiciaire, administrative et managériale au chef de corps, le personnel en charge de l'accueil à l'entrée des bâtiments de justice, le personnel de sécurité ou les gestionnaires des bâtiments sont peu concernés directement par le fonctionnement d'un greffe ou d'un parquet."

L'expression "assistance judiciaire aux magistrats" est inadéquate. Sans doute faut-il lire "assistance juridique des chefs de corps", c'est-à-dire celle qui participe à l'exercice de la fonction managériale des chefs de corps à l'exclusion de toute aide quelconque dans l'exercice de la fonction juridictionnelle.

Par ailleurs, selon l'article 162, en projet, les référendaires et les juristes de parquet apportent aux magistrats une assistance dans le travail de ceux-ci "sur le plan juridique" et, selon le paragraphe 3, alinéa 2, du même article, "le cas échéant, ils sont attribués à un service d'appui".

L'exercice des fonctions au sein du pouvoir judiciaire ne peut se confondre avec la gestion des ressources qui sont mises à la disposition des chefs de corps. Ceci a pour conséquence que les référendaires et les juristes de parquet [11] ne peuvent faire partie d'un service d'appui, en tout cas pas pour y exercer des fonctions d'assistance à la fonction juridictionnelle.

L'article 158 en projet, ainsi que l'article 162 en projet seront revus à la lumière de cette observation.

3. L'article 158, § 1er, alinéa 3, en projet, dispose que le Roi fixe les modalités de fonctionnement et d'organisation du service d'appui, sur avis du chef de corps, selon le cas, de la cour, du tribunal ou du parquet où il est créé.

Dans l'avis 34.815/2, précité, la section de législation du Conseil d'État avait critiqué les dispositions de l'avant-projet qui habilitaient le Roi à organiser les greffes des juridictions ainsi que les secrétariats des parquets et le secrétariat du Collège des procureurs généraux et demandé que les délégations au Roi soient, s'agissant des greffes, limitées à des questions accessoires et, s'agissant des parquets, mieux circonscrites.

La même observation peut être faite à propos du service d'appui qui peut être créé au sein d'une cour, d'un tribunal ou d'un parquet.

4. Au paragraphe 2, les mots "il peut être créé" sont peu précis. Il y a lieu d'écrire : "(...) le chef de corps peut créer ...".

---

[11] Voir l'article 18 du projet, article 162, en projet, en particulier le paragraphe 3, alinéa 3.

La suite du texte sera adaptée en conséquence.

Article 15
(article 160 en projet du Code judiciaire)

Le paragraphe 3, alinéa 3, deuxième phrase, dispose :

"La première classe de métiers peut être la classe A1 ou la classe A2."

Bien qu'elle reproduit de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 "portant le statut des agents de l'État", cette disposition manque de clarté.

Il résulte des observations du Ministre ayant les affaires générales dans ses attributions qu'il faut comprendre qu'il est possible de recruter directement dans la classe A2, sans passer préalablement par la classe A1.

Comme le relève le Ministre précité, il convient de fixer, dans l'avant-projet, les critères qui permettent un tel recrutement.

Article 18
(article 162 en projet du Code judiciaire)

1. Le paragraphe 3, alinéa 1er, en projet, manque de clarté. Il convient de mieux faire la distinction entre la nomination, qui est l'oeuvre du Roi, et l'affectation, qui relève du Ministre de la Justice. En ce qui concerne cette dernière, elle peut avoir lieu soit auprès de la cour d'appel, de la cour du travail ou du parquet général, soit auprès d'une juridiction ou d'un parquet du ressort de cette cour d'appel. Le texte du paragraphe 3, alinéa 1er, devra être revu en conséquence.

2. Le paragraphe 3, alinéa 2, en projet, dispose "Le cas échéant, ils sont attribués à un service d'appui."

Il est renvoyé à l'observation faite au point 1 de l'article 13.

Article 25
(article 168 en projet du Code judiciaire)

À l'alinéa 4, 1°, il y a lieu d'écrire : "il prépare les tâches du magistrat".

À l'alinéa 5, il y a lieu de viser l'alinéa 3, 7°.

Article 27
(article 170 en projet du Code judiciaire)

Il y a lieu d'écrire : "... le service dans le tribunal d'arrondissement".

Article 36
(article177 en projet du Code judiciaire)

1. L'article 177, § 2, en projet, du Code judiciaire dispose que le Roi détermine le statut et le traitement des membres du personnel des niveaux B, C et D, autres que les greffiers et les secrétaires de parquet.

Cette disposition n'est qu'en partie exacte puisque certains éléments du statut de ces personnes sont fixés dans le Code judiciaire, tel que modifié par la loi du 10 juin 2006, précitée.

2. Dans la version française du paragraphe 2, il y a lieu de supprimer la référence à l'article 162 du Code judiciaire.

Article 37
(article 178 en projet du Code judiciaire)

La première phrase confère la possibilité au Ministre de la Justice d'engager du personnel sous les liens d'un contrat de travail "pour des raisons spécifiques" et "en vue d'assurer la continuité des services". Sur ce point, le texte ne tient pas compte des observations formulées par le Ministre de la Fonction publique dans sa lettre du 7 juillet 2006 à la Ministre de la Justice l'invitant à préciser ces raisons sous la forme d'une énumération limitative.

Article 45
(article 261 en projet du Code judiciaire)

1. C'est l'article 260 du Code judiciaire qu'il faut remplacer.

2. Au paragraphe 1er, en projet, il y a lieu d'écrire : "... avec le titre d'attaché ...".

Article 47
(article 262 en projet du Code judiciaire)

1. À l'instar de ce que prévoit l'article 28*sexies* de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 "portant le statut des agents de l'État", il y a lieu d'écrire à l'alinéa 3 qu'il ne peut être mis fin aux fonctions exercées à titre provisoire qu'en cas d'inaptitude professionnelle ou pour faute grave.

La même observation vaut pour les articles suivants.

2. Au même alinéa 3 en projet, il y a lieu d'écrire :

"... et moyennant l'avis préalable du chef de corps de la cour, du tribunal ou du parquet où le candidat est affecté".

3. L'alinéa 4 dispose que, durant la période de nomination provisoire, les membres du personnel concernés sont soumis au statut applicable aux membres du personnel des niveaux B et C nommés à titre provisoire, c'est-à-dire à un statut déterminé par le Roi, plus précisément par le chapitre IV du titre II du projet d'arrêté royal "portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel des greffes et secrétariats de parquet". C'est également dans ce chapitre qu'est fixée la durée de cette nomination provisoire, à savoir un an.

Il serait plus aisé de régler ces questions directement dans l'avant-projet. À défaut, pour avoir une information exacte du statut de ces personnes, la lecture combinée de la loi et de l'arrêté sera nécessaire [12].

Plus fondamentalement, il n'est pas cohérent de fixer par la voie législative, comme il se doit, le statut du personnel concerné après sa nomination définitive et de ne le soumettre qu'à un statut fixé par arrêté royal avant celle-ci. La disposition sera complétée en conséquence.

L'observation vaut, *mutatis mutandis*, pour les autres dispositions relatives à la nomination provisoire, soit les articles 49 (article 263, § 1er, alinéa 4, en projet), 50 (article 264, § 1er, alinéa 4, en projet), 51 (article 265, § 1er, alinéa 4,en projet), 53 (article 266, § 1er, alinéa 4, en projet), 54 (article 267, § 1er, alinéa 4, en projet), 55 (article 268, § 1er, alinéa 4, en projet) et 57 (article 269, § 1er , alinéa 4, en projet) de l'avant-projet.

Article 49
(article 263 en projet du Code judiciaire)

[12]Ainsi, pour illustrer la difficulté, contrairement à ce que pourrait laisser penser la seule lecture de l'arrêté, un préavis de trois mois n'est pas la seule condition pour mettre fin aux fonctions pendant la période de nomination provisoire : il faut également l'avis du chef de corps en vertu de l'alinéa 3 en projet.

1. Il y a une contradiction entre le texte de l'avant-projet qui fixe une condition d'âge (trente-cinq ans) et l'exposé des motifs qui précise qu'il n'est plus prévu de seuil d'âge parmi les conditions de nomination mais qu'

> "[...] il sera mis suffisamment l'accent dans la description du profil de fonction du greffier en chef, sur un nombre appréciable d'années d'expérience professionnelle utile".

Cette contradiction doit être supprimée.

En outre, toutes les conditions de recrutement ou de promotion doivent être fixées dans l'avant-projet et pas dans un "profil de fonction" non fixé par la loi.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 3, la précision selon laquelle le Roi peut mettre fin à la fonction de greffier en chef pendant la période de nomination provisoire "sur l'avis du chef de corps" manque de clarté.

Compte tenu de ce qui est prévu pour les référendaires et les juristes de parquet, il y a lieu d'écrire "sur la proposition du chef de corps".

La même observation vaut pour les articles 50 (article 264, § 1er, alinéa 3, en projet) et 51 (article 265, § 1er, alinéa 3, en projet, du Code judiciaire).

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation générale, singulièrement aux considérations relatives à l'indépendance des membres du personnel de l'ordre judiciaire.

Article 54
(article 267 en projet du Code judiciaire)

Au paragraphe 2, dernier alinéa, il y a lieu, dans la version française, de remplacer les mots "derde lid" par les mots "alinéa 3".

La même observation vaut pour l'article 277, § 4, en projet.

Article 57
(article 269 en projet du Code judiciaire)

Il y a contradiction entre l'exposé des motifs qui dispose que pour pouvoir être nommé par recrutement dans une classe de métiers de niveau A, le candidat doit être âgé de vingt-cinq ans accomplis, et le texte de l'avant-projet qui ne prévoit pas cette condition.

Cette contradiction doit être supprimée.

Article 66
(article 274 en projet du Code judiciaire)

1. Le paragraphe 3 dispose :

> "Le Roi choisit parmi les candidats à une place vacante, soit le lauréat le plus haut classé pour la sélection concernée, soit le lauréat qu'il estime être le plus apte pour la fonction à exercer après une épreuve complémentaire sous la surveillance du SELOR."

Si une sélection complémentaire devait être organisée, les deux règles suivantes devraient être observées :

1° la décision de procéder à une sélection complémentaire pour une fonction plus précise devrait être prise avant que ne soient connus les résultats de la sélection initiale;

2° le Roi devrait nommer obligatoirement le lauréat de la sélection complémentaire et non celui qu'il estime être le plus apte pour la fonction à exercer [13].

---

[13]Voir l'avis 40.875/2/V, donné par la section de législation du Conseil d'État le 3 août 2006, sur le projet d'arrêté royal "portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel des greffes et secrétariats de parquet". Voir également l'avis 35.909/2, donné par la section de législation du Conseil d'État le 19 novembre 2003, sur un projet d'"arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au recrutement et à la promotion des agents de la Communauté française" qui réitère les critiques, déjà formulées antérieurement, en ce qui concerne la substitution des sélections

En outre, la nature de cette sélection complémentaire devrait être mentionnée dans la loi.

Ces précisions découlent de la nécessité de maintenir l'égalité entre les candidats.

Enfin, l'on se demande ce qu'implique le fait que la sélection comparative n'est pas organisée par le SELOR mais "sous la surveillance du SELOR" [14].

L'avant-projet sera complété en conséquence.

2. Le paragraphe 3, alinéa 3, doit être supprimé : il rappelle inutilement l'obligation de motivation formelle prévue par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Article 70
(article 276 en projet du Code judiciaire)

L'article 276, § 2, en projet, du Code judiciaire dispose que la promotion par avancement barémique ou par avancement à la classe supérieure peut être subordonnée à la réussite d'une sélection comparative ou d'une formation certifiée. L'on se demande :

1° si chacun des deux types de promotion peut indifféremment être soumis à une sélection comparative ou à une formation certifiée;

---

comparatives aux véritables concours et, surtout, en ce qui concerne la possibilité pour le ministre de s'écarter du classement de la sélection comparative en procédant à une épreuve complémentaire.

[14]La même observation vaut pour l'article 164.

2° qui décide, en dehors des cas déjà prévus par l'avant-projet, et en fonction de quels critères, si une promotion sera subordonnée ou non à une sélection comparative ou à une formation certifiée.

Article 71
(article 277 en projet du Code judiciaire)

1. L'article 277 en projet contient des dispositions qui concernent les promotions administratives et des dispositions qui concernent les promotions par avancement barémique. L'ordre dans lequel ces dispositions sont présentées n'apparaît pas clairement. Il convient de regrouper et d'identifier clairement les dispositions qui concernent les promotions administratives et de faire de même en ce qui concerne les dispositions qui concernent les promotions par avancement barémique.

Plus fondamentalement encore, l'on se demande s'il ne convient pas de grouper toutes les dispositions relatives à l'avancement barémique dans la section II du chapitre II du titre III du livre II de la deuxième partie du Code judiciaire qui traite de ces questions.

2. L'article 277, § 2, en projet, dispose que le membre du personnel rémunéré dans l'échelle de traitement A12 qui réussit une formation certifiée est promu à la classe A2 au terme de la période de six ans.

Cette disposition semble mélanger l'avancement par promotion barémique et l'avancement par promotion à une classe supérieure.

Par ailleurs, l'on se demande pourquoi mentionner, à l'article 277 en projet du Code judiciaire, le passage de l'échelle de traitement A12 à la classe A2, alors que les autres promotions par avancement barémique sont traitées dans la section II, précitée.

3. L'article 277, § 4, en projet, dispose que la promotion par accession à un niveau supérieur est accordée par le biais d'une sélection comparative visée aux articles mentionnés.

Or, ces articles, qui visent des sélections comparatives différentes (tantôt il s'agit d'un entretien basé sur un cas pratique lié à la fonction, tantôt il s'agit d'une sélection comparative non autrement précisée), ne concernent pas uniquement la promotion par accession à un niveau supérieur. Ainsi, lorsqu'un greffier chef de service est promu greffier en chef, il n'y a pas accession à un niveau supérieur mais seulement changement de classe.

Mieux vaut mentionner uniquement une sélection comparative organisée par le SELOR.

Dans ce même paragraphe, il y a lieu, dans la version française de remplacer les mots "tweede lid" par les mots "alinéa 2".

4. L'article 277 en projet fixe les conditions d'ancienneté pour passer d'une classe à l'autre. L'on suppose qu'il s'agit de conditions de base auxquelles s'ajoutent éventuellement une sélection comparative ou une formation certifiée.

L'avant-projet sera précisé sur ce point.

5. Tout le système des formations certifiées, des allocations de compétences et des avancements barémiques devrait être exposé, tant dans l'avant-projet que dans l'exposé des motifs, de manière plus claire.

Ainsi, lorsque, à l'article 285 en projet (article 79 de l'avant-projet), l'on dispose que les formations certifiées ont une durée de validité de six ou cinq ans et, à l'article 286*bis* en projet (article 81 de l'avant-projet), que la durée prise en considération pour la promotion par avancement barémique est identique à celle prise en considération

pour la durée de validité des formations certifiées, l'on suppose qu'il faut comprendre que la réussite d'une formation certifiée produit un double effet : d'une part, elle donne droit, pendant six ou cinq ans, aux allocations de compétences annuelles mentionnées aux articles 373*bis* et 373*ter*, § 2, en projet; d'autre part, elle donne droit, après l'écoulement de la période de six ou cinq ans, à une promotion par avancement barémique conformément aux articles 368, alinéa 4, et 369, en projet, du Code judiciaire.

Article 77
(article 282 en projet du Code judiciaire)

S'agissant du troisième alinéa, qui fait intervenir le pouvoir exécutif, il est renvoyé à l'observation générale relative à l'indépendance des membres du personnel de l'ordre judiciaire.

Article 85
(article 287*ter* en projet du Code judiciaire)

Cet article doit se trouver dans la sous-section première : "Dispositions générales" et non dans la sous-section II "Des formations certifiées".

Article 87
(article 287*quater* en projet du Code judiciaire)

1. Le paragraphe 1er, alinéa 2, 5°, dispose que l'évaluation des membres du personnel des services d'appui est faite par le "magistrat-chef de la juridiction".

Ne serait-il pas plus logique de faire évaluer le membre du personnel du service d'appui par le chef de corps de la juridiction ou par le chef de corps du parquet,

selon que le membre du personnel travaille pour le siège (par exemple les référendaires) ou pour le parquet (par exemple les juristes de parquet) ?

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, deuxième phrase, dispose que "le Roi détermine les modalités d'application des présentes dispositions".

L'on se demande quelles sons exactement ces "présentes dispositions".

Par ailleurs, il conviendrait que le législateur fixe les critères généraux à prendre en compte pour les évaluations, critères qui seront seulement précisés par le Roi.

3. Le paragraphe 5, mentionne les "augmentations intercalaires". Il serait préférable d'utiliser l'expression "augmentations intermédiaires", conformément aux articles 125 et suivants de l'avant-projet.

4. Le Conseil d'État n'aperçoit pas le sens du dernier alinéa du paragraphe 3, dès lors que le paragraphe 2, alinéa 1er, a une portée générale et s'applique déjà à tous les membres du personnel des services d'appui.

Article 89

Il y a lieu d'écrire : "... un nouveau chapitre VII" et non "un nouveau chapitre VIII".

Article 90
(287*sexies* en projet du Code judiciaire)

Outre le doctorat et la licence en droit, il y a lieu de mentionner le "master" en droit.

Article 91
(article 287*septies* en projet du Code judiciaire)

L'alinéa 1er de l'article 287*septies* en projet mentionne "[t]oute candidature à une nomination à une fonction visée au présent titre", ce qui implique qu'il s'applique également au personnel qui entre dans le champ d'application de l'avant-projet, puisque ce dernier est visé au titre VI en projet intitulé "Des conditions de nomination et de carrière des magistrats et des membres du personnel de l'organisation [lire] de l'ordre judiciaire".

Cependant, l'exposé des motifs explique que l'article 287*septies* reproduit le contenu de l'actuel article 287, à l'exception du dernier alinéa "étant donné qu'il concerne les membres du personnel visés par le présent projet", ce qui semble impliquer que l'article 287*septies* en projet ne s'applique pas aux membres du personnel qui entrent dans le champ d'application de l'avant-projet.

Ainsi, celui-ci ne permet pas de déterminer si l'article 287*septies* en projet s'applique ou non aux personnes qui entrent dans son champ d'application.

En cas de réponse négative, il y aurait lieu de compléter l'avant-projet par des dispositions réglant la publication des vacances d'emploi ainsi que la manière de postuler.

Article 93
(article 288 en projet du Code judiciaire)

1. L'on s'interroge sur le fait que l'article 288 en projet maintient une distinction entre les référendaires et juristes de parquet, d'une part, le personnel de niveau A, d'autre part, alors que d'autres dispositions de l'avant-projet incluent les référendaires et les juristes de parquet dans la catégorie du "personnel de niveau A".

2. D'une manière plus générale d'ailleurs, l'ensemble de l'avant-projet gagnerait, de même, à être réexaminé afin de vérifier si c'est à bon escient que, dans certaines dispositions, il est fait usage de l'expression générique "personnel de niveau A" et que, dans d'autres, sont énumérées les différentes fonctions de cette catégorie.

3. Au 3°, la nouvelle rédaction de l'alinéa 10 ne tient pas compte des réformes introduites par l'avant-projet, notamment en ce qu'il mentionne encore les greffiers adjoints.

Cette rédaction doit donc être revue.

Article 96
(article 301 en projet du Code judiciaire)

Compte tenu des articles 10 et 11 de la Constitution et de l'objectif poursuivi par l'article 301 en projet, le législateur devrait saisir l'occasion du présent avant-projet pour revoir cette disposition afin de l'adapter aux nouvelles formes légales de vie commune.

Article 97
(article 310 en projet du Code judiciaire)

Il y a lieu d'intégrer les référendaires près la Cour de cassation dans la liste de rang de la Cour de cassation.

Article 102

(article 312*ter* en projet du Code judiciaire)

Il y a lieu d'écrire : "Le personnel de niveau A" et non "Les membres de niveau A".

Article 103
(article 328 en projet du Code judiciaire)

Il y a lieu de justifier, dans l'exposé des motifs, la suppression de l'alinéa 5.

Article 105
(article 330 en projet du Code judiciaire)

1. Il y a lieu d'expliquer, dans l'exposé des motifs, les modifications qui vont au-delà de celle mentionnée, à savoir l'extension des articles 330 et 330*bis* à tous les membres du personnel.

2. Au 2°, dans l'alinéa 3 en projet, il y a lieu de viser l'article 375 et non l'article 370.

La même observation vaut pour l'article 106 de l'avant-projet (article 330*bis*, alinéa 2, en projet, du Code judiciaire).

Articles 105 et 106
(articles 330 et 330*bis* en projet du Code judiciaire)

À l'article 330, alinéa 3, en projet, (mais non à l'article 330, alinéa 1er, en projet) ainsi qu'à l'article 330*bis* en projet, l'avant-projet utilise l'expression "les membres et les membres du personnel de niveau A" [15].

[15] À l'article 330*bis* en projet, version française, cette expression est, inutilement, mentionnée deux fois.

Il semble qu'il faille viser uniquement "les membres du personnel de niveau A".

Article 108
(article 330*quater* en projet du Code judiciaire)

L'avant-projet mentionne

> "Un membre ou un membre du personnel d'une cour, d'un tribunal, d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet ou d'un service d'appui",

ce qui ne peut être admis.

En effet, les magistrats sont des membres des cours et tribunaux.

Or, les dispositions relatives à la mutation et à la mobilité ne s'appliquent pas aux magistrats. S'agissant des juges, cette inapplicabilité se fonde sur l'article 152, alinéa 3, de la Constitution qui dispose que

> "[l]e déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement."

Article 109
(article 331 en projet du Code judiciaire)

Les modifications proposées ne sont pas compréhensibles.

Il y a lieu de réécrire l'ensemble de l'article 331 en projet du Code judiciaire, en veillant notamment à insérer à l'alinéa 2, une subdivision en 1°, 2°, ...

Article 111
(article 353*bis* en projet du Code judiciaire)

Ne faut-il pas, par souci de cohérence, modifier également l'intitulé du chapitre VII*bis* ?

Article 121

Le mot "nouvelle" doit être omis.

Article 123
(article 368 en projet du Code judiciaire)

Il y a contradiction entre l'article 368, alinéa 4, en projet, qui subordonne le passage d'une échelle barémique à une autre à la réussite d'une formation certifiée et l'article 369 en projet qui prévoit que le passage de l'échelle barémique A11 à l'échelle barémique A12 se fait automatiquement après six ans.

Il y a lieu de mettre fin à cette contradiction et, en outre, de réserver l'article 369 en projet aux seules échelles barémiques des classes A4 et A5, puisque les échelles des classes A1, A2 et A3 font l'objet de l'article 368 en projet.

Article 127
(article 371 en projet du Code judiciaire)

L'exposé des motifs précise que le membre du personnel rémunéré par l'échelle de traitement BJ1 se voit allouer l'échelle de traitement BJ2 après la réussite de deux formations certifiées.

Dès lors, à l'article 371, § 2, en projet, mieux vaut écrire que l'échelle de traitement BJ2 s'obtient moyennant la réussite des "formations certifiées 1 et 2" et non de "la formation certifiée 2".

Il y a lieu de justifier, dans l'exposé des motifs, pourquoi l'échelle de traitement BJ2 s'obtient après la réussite de deux formations certifiées alors que le passage d'une échelle de traitement à l'autre se fait, pour les autres membres du personnel de l'ordre judiciaire, moyennant la réussite d'une seule formation certifiée.

La même observation vaut pour le paragraphe 3 en projet relatif à l'obtention de l'échelle de traitement BJ3 qui nécessite la réussite des formations certifiées 3, 4 et 5.

Article 129

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 120 de l'avant-projet a déjà inséré une section II dans le chapitre II du titre III du livre II, de la deuxième partie du Code judiciaire.

Article 131
(article 373*bis* en projet)

Il n'y a pas lieu, au dernier alinéa, de mentionner les membres du personnel de niveau B revêtus du grade de greffier ou de secrétaire, puisque les allocations de compétences de ceux-ci sont réglées par l'article 373*ter* en projet et non par l'article 373*bis* en projet.

Une disposition similaire au dernier alinéa de l'article 373*bis* sera introduite, pour les greffiers et les secrétaires, à l'article 373*ter* en projet.

Article 132
(article 373*ter* en projet du Code judiciaire)

1. Dans la version française de la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner l'article 373*ter* et non l'article 373*bis*.

2. Au paragraphe 3, l'on se demande comment le greffier ou le secrétaire qui ne réussit pas la formation certifiée n° 2 pourrait perdre le bénéfice de l'allocation de compétences, puisque, pour bénéficier de cette allocation, il faut avoir réussi la formation certifiée n° 2.

Si l'on veut souligner qu'il perd l'allocation de compétences liée à la formation certifiée n° 1, cela ne doit pas être précisé dans le texte de l'avant-projet (mais bien dans l'exposé des motifs), puisque cette perte ne résulte pas de l'échec à la formation certifiée n° 2, mais de la fin de la période de validité de la formation certifiée n° 1.

La même observation vaut pour les paragraphes 4 et 5, 6 et 7, 8 et 9.

Article 140
(article 412 en projet du Code judiciaire)

Au paragraphe 1er, alinéa 2, deuxième tiret, en projet, l'on n'aperçoit pas pourquoi mentionner le procureur fédéral qui n'a aucune autorité sur les cours d'appel, leurs membres et leur personnel.

Article 142
(article 415 en projet du Code judiciaire)

1. Au paragraphe 7, 11e tiret, l'on se demande pour quelle raison mentionner uniquement les services d'appui "auprès de ces cours" et les rattacher aux greffiers, alors qu'en vertu de l'article 158, § 1er, en projet, les services d'appui peuvent également être créés au sein d'un parquet.

Par ailleurs, contrairement à ce que mentionne l'exposé des motifs, l'article 415, § 7, 9e et 10e tirets, en projet, du Code judiciaire n'est pas adapté au fait que les référendaires et les juristes de parquet peuvent désormais être aussi liés à une cour du travail.

Ne faudrait-il pas faire une rubrique unique visant les référendaires près les cours d'appel et les cours du travail, les juristes de parquet du parquet général près la cour d'appel et de l'auditorat général près la cour du travail et le personnel des services d'appui au sein des cours d'appel, des cours du travail et des parquets et auditorats généraux ?

2. Au paragraphe 8, 5e tiret, l'on aperçoit pas pour quelle raison mentionner uniquement les services d'appui "des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce, des tribunaux de police et des justices de paix" et les rattacher aux greffiers, alors qu'en vertu de l'article 158, § 1er, en projet, les services d'appui peuvent également être créés au sein d'un parquet.

Par ailleurs, contrairement à ce que mentionne l'exposé des motifs, l'article 415, § 8, 3e tiret, en projet, du Code judiciaire n'est pas adapté au fait que les référendaires et les juristes de parquet peuvent désormais être aussi liés à un tribunal du travail, un tribunal de police et un tribunal de commerce et, les cas échéant, au parquet de ces juridictions.

Ne faudrait-il pas faire une rubrique unique visant les référendaires près les différents tribunaux et les juristes de parquet des parquets et des auditorats ainsi que le personnel des services d'appui au sein des tribunaux, des parquets et des auditorats ?

Article 145
(article 54*bis* de la loi du 15 juin 1935)

Ne faut-il pas maintenir l'article 54*bis* de la loi du 15 juin 1935 "concernant l'emploi des langues en matière judiciaire" en tant qu'il s'applique aux rédacteurs et employés ?

Article 148
(modification de la loi du 7 juillet 1969)

Le 2° mentionne la colonne "Greffiers adjoints". Or, s'il existe bien une colonne "commis-greffiers", il n'existe pas de colonne "greffiers adjoints".

La même observation vaut pour l'article 149, 2°.

Article 157

1. Au paragraphe 5, il semble qu'il faille viser l'article 373*ter*, § 8, et non l'article 377*ter*, § 8, du Code judiciaire qui n'existe pas.

2. Il y a lieu, dans l'exposé des motifs, d'expliquer précisément en quoi la règle établie constitue une dérogation au prescrit de l'article 373*ter*, § 8.

III. Observations finales de légistique

1. L'avant-projet comprend de nombreuses déficiences sur les plan légistique et linguistique. Quelques exemples en sont donnés ci-après, outre ceux qui sont mentionnés plus haut dans l'avis.

L'avant-projet sera revu en se fondant spécialement sur la circulaire de légistique formelle disponible sur le site internet du Conseil d'État [16].

2. La plupart des phrases liminaires doivent être corrigées ou, à tout le moins, vérifiées en tenant compte notamment du fait que toutes les modifications encore en vigueur doivent être mentionnées et, a contrario, que les modifications qui ne sont plus en vigueur ne doivent plus l'être.

[16] http://www.raadvst-consetat.be/pdf/lforf1.pdf

Ainsi par exemple :

- à l'article 2, ce n'est pas l'article 90 dans son entier qui a été inséré dans le Code judiciaire, mais uniquement son alinéa 1er;

- à l'article 3, la loi du 22 décembre 1998 n'a remplacé que le premier alinéa de l'article 109 du Code judiciaire;

- à l'article 13, il y a lieu de mentionner la modification que l'article 158 du Code judiciaire a subie par la loi du 2 juin 2003;

- à l'article 15, il y a lieu de mentionner toutes les modifications encore en vigueur subies par l'article 160 du Code judiciaire;

- à l'article 36, il n'y a lieu de mentionner que les modifications encore en vigueur de l'article 177 du Code judiciaire; dès lors que cette dernière disposition a été entièrement remplacée par la loi du 10 juin 2006, il n'y a pas lieu de faire état de la modification résultant de la loi du 3 mai 2003;

- à l'article 47, l'article 262 du Code judiciaire a été modifié et non remplacé par la loi du 17 février 1997;

- à l'article 131, l'article 373*bis* du Code judiciaire a été abrogé par la loi du 1er janvier 2004.

3. Dans plusieurs dispositions de l'avant-projet des références à des articles ont été laissées en blanc. Tel est le cas, par exemple, des articles 43, 73, 86, 89 et 126 de l'avant-projet et des articles 287*bis*, 367 (version française), 368, alinéa 4, en projet du Code judiciaire.

Ces lacunes doivent être comblées.

4. L'avant-projet doit être systématiquement relu afin d'y corriger les erreurs de langue et d'orthographe, les imprécisions, par exemple dans la mention des mots à remplacer [17], les fautes de frappe, les discordances entre les versions française et néerlandaise [18], les double emplois, par exemple dans la numérotation des chapitres ou des articles.

5. Il y a lieu de revoir la correspondance entre les articles de l'avant-projet et ceux renseignés dans le commentaire des articles.

---

[17]Voir par exemple les articles 47, 2°, et 100, 2°.

[18]Par exemple, à l'article 283 en projet du Code judiciaire (article 78 de l'avant-projet), on écrira dans la version française comme dans la version néerlandaise "... ne peut suivre une seconde fois la même formation certifiée". De même, à l'article 286 en projet du Code judiciaire (article 81 de l'avant-projet), la dernière phrase de la version française, qui ne figure pas dans la version néerlandaise, doit être supprimée, son contenu figurant au surplus à l'article 286*bis* en projet du Code judiciaire (article 82 de l'avant-projet). Voir aussi notamment l'article 410 en projet du Code judiciaire (article 139 de l'avant-projet).

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	D. LANGBEEN,	greffier en chef,
Monsieur	M. FAUCONIER,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PREMIER PRÉSIDENT,

D. LANGBEEN R. ANDERSEN

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.041/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 25 juli 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de rechterlijke organisatie van het niveau A, de griffiers en de secretarissen", heeft op 20 september 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. Algemene opmerkingen

Algemeen

In advies 34.815/2, gegeven op 6 februari 2003, over een voorontwerp van wet "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van de personeelsleden van de griffies en de secretariaten van de parketten", heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in een opmerking over de scheiding der machten op het volgende gewezen :

> "Uit de algemene strekking van het Gerechtelijk Wetboek en uit de rechtspraak van het Arbitragehof blijkt dat de personeelsleden van de rechterlijke orde niet zonder meer vereenzelvigd kunnen worden met de federale ambtenaren op grond van de omstandigheid dat zij deel uitmaken van de rechterlijke macht. Dat de rechterlijke macht niet in een verhouding van ondergeschiktheid ten opzichte van de uitvoerende macht staat, vormt in dit verband een garantie voor de vrijwaring van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht en van het beginsel van de scheiding der machten."

Vooraf had zij het volgende benadrukt :

> "Voor het personeel van de rechterlijke orde worden dus de opdrachten, de voorwaarden voor hun benoeming, de bevordering in de loopbaan, de onverenigbaarheden, de afwezigheden en de tuchtregeling in wetteksten vastgelegd. Bepaalde aspecten van die rechtspositieregeling, zoals de tuchtregeling en de onverenigbaarheden, leunen zeer dicht aan bij de regeling die van toepassing is op de magistraten."

In advies 35.472/2, gegeven op 12 juni 2003, over een voorontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 30 juli 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, had de afdeling wetgeving van de Raad van State er eveneens op gewezen dat referendarissen bij het Hof van Cassatie, referendarissen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg, alsmede parketjuristen niet "onder een ambtenarenstatuut mogen worden geplaatst dat door de Koning wordt uitgewerkt".

Het beginsel dat de rechtspositieregeling van het personeel van de rechterlijke orde in hoofdzaak valt onder de bevoegdheden van de wetgevende macht, houdt verband met de status van onafhankelijkheid die door de Grondwet, inzonderheid artikel 151 ervan, gewaarborgd wordt aan de magistraten-leden van de rechterlijke orde, gelet op de medewerking die deze personeelsleden verlenen aan de uitoefening van de rechterlijke macht. Dit verband is evenwel verschillend naargelang van de uitgeoefende functie. Het Arbitragehof heeft weliswaar in zijn arrest nr. 138/98 van 16 december 1998 in verband met griffiers opgemerkt dat ze "de rechter (bijstaan) in alle verrichtingen van diens ambt", "(meewerken) aan de uitoefening van de rechterlijke macht", "naast en met de rechter publiek (optreden)" en, derhalve "in de ogen van het publiek onafhankelijkheid en onpartijdigheid (dienen) uit te stralen", maar deze beschouwingen gelden niet in dezelfde mate voor alle functies waarover het voorontwerp handelt.

Bijgevolg moeten de waarborgen van onafhankelijkheid geboden worden waarvan net sprake was, inzonderheid wat betreft de omvang van de bevoegdheden die aan de uitvoerende macht verleend worden ter zake van de rechtspositieregeling van de personeelsleden van de rechterlijke orde, maar tot op een hoogte die, naargelang van de uitgeoefende functie, evenredig kan zijn met de medewerking die ze verlenen aan de uitoefening van de eigenlijke justitiële functie [1].

Het is in het licht van deze opmerkingen dat het voorontwerp is onderzocht.

---

[1]Wanneer in dit advies sprake is van "justitiële functie", gaat het om die welke zowel door de zittende magistratuur als door de staande magistratuur wordt uitgeoefend.

2. Hieruit volgt eveneens dat, zelfs ofschoon in bepaalde opzichten sommigen van de ambtsbeklederswaarop het voorontwerp betrekking heeft, inzonderheid griffiers, volgens het Gerechtelijk Wetboek beschikken over bevoegdheden, inzonderheid de authentificatie van het gerechtelijk gebeuren, waaruit blijkt dat ze in dat geval als lid van de rechterlijke orde optreden [2], in dit advies de volgende terminologische afspraak is gemaakt : doordat krachtens de Grondwet alleen magistraten leden van de rechterlijke macht zijn, wordt het begrip "lid van de rechterlijke orde" alleen voor de laatstgenoemden gehanteerd, en betreft het begrip "lid van het personeel van de rechterlijke orde" de ambtsbeklederS, andere dan magistraten, wier loopbaan en rechtspositieregeling door het voorontwerp worden geregeld.

Het verdient aanbeveling het voorontwerp te herzien op basis van hetzelfde onderscheid.

Toepassingsgebied van het voorontwerp

1. Het voorontwerp is niet van toepassing op gerechtelijke stagiairs en referendarissen bij het Hof van Cassatie.

De gemachtigde ambtenaar rechtvaardigt deze beperking van het toepassingsgebied van het voorontwerp als volgt :

"referendarissen bij het Hof van Cassatie

Deze beroepsgroep is in het leven geroepen door de wet van 6 mei 1997 strekkende tot de bespoediging van de procedure voor het Hof van Cassatie. Het statuut van deze beroepsgroep wijkt reeds van in den beginne af van dat van de andere personeelscategorieën van de rechterlijke organisatie.

Zij worden beschouwd als zeer sterk aanleunende bij de magistratuur, hetgeen zich ook vertaalt in onder meer volgende bepalingen :

[2] Advies 25.923/1, gegeven op 16 januari 1997, over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 20 mei 1997 "houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken", Kamer, *Gedr. St.*, 1995-1996, nr. 645/11, blz. 16 en 17; Arbitragehof, arrest nr. 138/98, 16 december 1998, B.4.3.

- Overeenkomstig artikel 365*bis* Ger. W. is hun wedde gekoppeld aan die van de parketmagistraten.

- Overeenkomstig art. 479 Sv genieten enkel deze personeelsleden van de rechterlijke organisatie het voorrecht van rechtsmacht.

De regering heeft de beleidsoptie die werd genomen bij de wet van 6 mei 1997 bestendigd; zij werden uitdrukkelijk uitgesloten uit het toepassingsgebied van het protocol nr. 249 betreft de modernisering van het personeelsbeleid voor het personeel van griffies en parketten dat op 1 april 2003 werd afgesloten tussen de ministers van Justitie, Ambtenarenzaken en een vertegenwoordiger van de minister van Begroting, en de representatieve vakbonden. Zij maakten ook niet het voorwerp uit van het Protocol 293 dd. 17 oktober 2005, dat werd afgesloten tussen dezelfde partners, hetgeen wordt uitgevoerd bij huidig voorontwerp.

gerechtelijke stagiairs

De gerechtelijke stage is één van de drie toegangsmogelijkheden voor de magistratuur. Het is dan ook logisch dat deze beroepscategorie een afwijkend statuut heeft van dat van het personeel van de rechterlijke organisatie. Hun statuut maakt trouwens het onderwerp uit van het wetsontwerp tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toegang tot de magistratuur dat momenteel in het parlement wordt behandeld (DOC 51 2624/001)."

Aldus blijkt dat grotere of minder grote verbondenheid met magistraten, zowel wat het ambt als de rechtspositie betreft [3], een wettigingsgrond oplevert om een categorie van personeelsleden van de rechterlijke orde al dan niet in het voorontwerp op te nemen.

Het criterium is weliswaar relevant, maar de toepassing ervan blijkt delicaat. De gewettigde uitsluiting van referendarissen bij het Hof van Cassatie uit het toepassingsgebied van het voorontwerp doet vraagtekens rijzen omtrent de opneming, in hetzelfde toepassingsgebied, van referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep, de arbeidshoven en de rechtbanken.

De steller van het voorontwerp dient in de memorie van toelichting op een relevante manier ten aanzien van het voormelde criterium de gemaakte keuzen te wettigen, inzonderheid wat betreft referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep, de arbeidshoven en de rechtbanken.

---

[3]Referendarissen bij het Hof van Cassatie hebben gedurende hun stage dezelfde bezoldiging als een substituut-procureur des Konings en daarna, successievelijk als een substituut-procureur-generaal en als een advocaat-generaal; ze genieten het voorrecht van rechtsmacht.

2. Afgaande op het opschrift van het voorontwerp en op de memorie van toelichting, is het niet van toepassing op het administratief personeel van de niveaus B, C en D, behalve wat de griffiers en de parketsecretarissen van niveau B betreft.

De rechtspositie van deze personeelsleden is gedeeltelijk in het Gerechtelijk wetboek vastgelegd, zoals het is gewijzigd bij de wet van 10 juni 2006 "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten" [4], en gedeeltelijk in het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het personeel van griffies en parketsecretariaten", waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 3 augustus 2006 advies 40.875/2/V heeft uitgebracht.

Dit onderscheid tussen het personeel van niveau A, griffiers en parketsecretariaten, enerzijds en het personeel van de niveaus B, C en D, anderzijds, kan worden gerechtvaardigd.

Naar de inhoud belet niets te voorzien in verschillende rechtsposities voor de twee categorieën. Gelet op de specifieke aard van hun ambt binnen de rechterlijke orde (rechtstreekse bijstand van en samenwerking met magistraten), moeten immers griffiers, parketsecretarissen, referendarissen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg, alsmede parketjuristen, zoals reeds vermeld, een rechtspositie genieten die wordt bepaald door de wet, die hun enige onafhankelijkheid tegenover de uitvoerende macht waarborgt. Voor de andere personeelsleden kunnen aan de Koning ruimere machtigingen

[4]Deze wet is nog niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

worden verleend [5] en hoeven de waarborgen van onafhankelijkheid, al zijn ze noodzakelijk, niet even strikt te zijn.

Wat betreft de werkwijze, levert de omstandigheid dat de steller van het voorontwerp eerst de rechtspositie van de personeelsleden van de niveaus B, C en D heeft geregeld, die geen griffiers en parketsecretarissen zijn, en vervolgens die van de personeelsleden van niveau A en van de griffiers en parketsecretarissen, geen bezwaar op. Niettemin moet aan de samenhang van de teksten aandacht worden geschonken en moeten wetgevingstechnische problemen worden voorkomen.

In het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het personeel van griffies en parketsecretariaten", waren artikelen van het Gerechtelijk Wetboek, die vervangen of gewijzigd zijn bij de voormelde wet van 10 juni 2006, als rechtsgrond opgegeven. Het voorontwerp echter beoogt reeds deze artikelen op te heffen of te wijzigen. Zo bijvoorbeeld :

1° wordt artikel 180 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de Koning machtigt bijzondere graden te creëren, opgeheven (artikel 38 van het voorontwerp) :

2° staat de inhoud van artikel 179, laatste lid, van het Gerechtelijk wetboek, dat de Koning ermee belastte de rechtspositie van de personeelsleden van de niveaus B, C en D te bepalen, en van artikel 180, dat de Koning belastte met de vaststelling van hun bezoldiging, in het ontworpen artikel 177, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek;

---

[5] Zoals Cyr Cambier onderstreept heeft in verband met de vaststelling van de personeelsformaties : "Le parlement n'est pas à même de pourvoir adéquatement et jusque dans le menu aux besoins de tous les services de justice" (*Droit judiciaire civil*, Boekdeel I, 1974, Brussel, Larcier, blz. 461).

In advies 39.469/2, door de afdeling wetgeving gegeven op 14 december 2005, over het voorontwerp dat heeft geleid tot de voormelde wet van 10 juni 2006, en in het voornoemde advies 40.875/2/V is geen bezwaar gemaakt, wat alleen deze personeelsleden van de niveaus B, C en D, betreft, tegen de verdeling tussen wat bij de wet wordt geregeld en wat aan de Koning wordt gedelegeerd.

.../...

3° staan de inhoud van de artikelen 279, § 3, 280, § 3, en 281, vierde lid, die de Koning ermee belastten de nadere regels voor de selectie en werving van de in die bepalingen bedoelde personeelsleden vast te stellen, alsook de termijn en de rechtspositieregeling die van toepassing zijn op voorlopige benoeming, niet meer in van de ontworpen artikelen 270, 271 en 272 van het Gerechtelijk Wetboek of komen ze er slechts gedeeltelijk in voor;

4° wordt de inhoud van de artikelen 330*ter* en 330*quate*r in het voorontwerp niet meer vermeld.

Dit heeft twee gevolgen :

a) In tegenstelling tot wat in het opschrift staat, bevat het voorontwerp eveneens bepalingen (inzonderheid de ontworpen artikelen 161 (deels), 177, § 2, 354, tweede lid, 270, 271, 272, 273, 287*quater*, 287*quinquies*, § 1, tweede lid, 330, 353*ter*, 354, van het Gerechtelijk Wetboek) betreffende personeelsleden van de rechterlijke orde andere dan personeelsleden van niveau A, griffiers en parketsecretarissen [6]. Het opschrift dient derhalve te worden aangepast.

b) Er zal aandachtig moeten worden nagegaan of alle bepalingen van het voormelde ontwerp van koninklijk besluit hun rechtsgrond blijven ontlenen aan de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek zoals ze uit het onderzochte voorontwerp zullen voortvloeien. De artikelen van dit ontwerp van koninklijk besluit waarin naar de opgeheven bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek wordt verwezen, moeten worden aangepast.

Buitensporige machtigingen

Wat betreft de aan de Koning verleende machtigingen die vervat zijn in de artikelen 15 en 16 (organisatie van het systeem van onderverdeling in klassen, functies, vakrichtingen, functiefamilies), 58 (nadere regels voor vergelijkende selectie), 76 (gecertificeerde opleidingen) en 87 (nadere regels voor de beoordeling gegeven in het ontworpen artikel 287*quater*, § 2, eerste lid), wordt verwezen naar de opmerkingen die hierna worden gemaakt.

---

[6] Sommige bepalingen van het voorontwerp betreffen eveneens, incidenteel, magistraten, maar niet in die mate dat ze een wijziging van het opschrift van het onderhavige voorontwerp van wet rechtvaardigen.

Omgekeerd moet er in het opschrift rekening mee worden gehouden dat wat de personeelsleden van de rechterlijke orde betreft, de strekking van het voorontwerp niet beperkt is tot hun "loopbaan" en hun "bezoldigingsregeling", maar ook andere aspecten van hun rechtspositie betreft.

Onafhankelijkheid van de personeelsleden
van de rechterlijke orde

1. Het ontworpen artikel 143*ter*, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 5 van het voorontwerp) bepaalt dat de Koning een gemeenschappelijk secretariaat opricht ten behoeve van het college van procureurs-generaal, de raad van procureurs des Konings en de raad van arbeidsauditeurs. In het vijfde lid van hetzelfde artikel wordt bepaald dat de Koning het statuut en het aantal betrekkingen van de personeelsleden van dit secretariaat bepaalt.

Zoals voor alle andere organen van de rechterlijke macht (hoven en rechtbanken, openbaar ministerie, griffie, parketsecretariaat), moet het gemeenschappelijk secretariaat bij wet en niet door de Koning worden opgericht.

In de memorie van toelichting staat het volgende :

> "De taak van het secretariaat omvat niet alleen de bijstand bij de diverse periodieke vergaderingen. Het openbaar ministerie heeft op de dag van vandaag nood aan expertise in diverse domeinen."

Als voorbeeld wordt daarin de ontwikkeling van informaticaprojecten gegeven, en de analyse van cijfermateriaal inzake het strafrechtelijk beleid.

Hieruit volgt dat het personeel van dit secretariaat samengesteld moet zijn uit personeelsleden van de rechterlijke orde wier rechtspositie naargelang van het geval wordt bepaald door het onderzochte voorontwerp of door de wet van 10 juni 2006 "tot herziening van de loopbanen en de bezoldiging van het personeel van de griffies en de parketsecretariaten", en niet uit personeelsleden wier rechtspositie volledig door de Koning wordt vastgesteld.

2. In de memorie van toelichting wijst de steller van het voorontwerp erop dat er geen sprake is van een "ambtenarisering" van het personeel van de rechterlijke orde en dat

> "de Regering (...) zich maar al te zeer bewust (is) van het feit dat de rijksambtenaren en het personeel van de rechterlijke organisatie werken voor aanzienlijk verschillende instanties; zij maken deel uit van onderscheiden machten, met eigen doelstellingen, hiërarchie, functies en cultuur."

.../...

In werkelijkheid heeft de rechterlijke orde nooit zelf volledig haar personeelsbeheer gevoerd met inachtneming van de regels en principes die alleen door de wetgever bepaald worden. Het Gerechtelijk Wetboek legt de rol van de uitvoerende macht vast, ongeacht of dit bij wege van een verordeningsbepaling [7] of door individuele maatregelen [8] geschiedt. Cyr Cambier merkt het volgende op :

> "(l)a préoccupation de soustraire l'organisation de la justice à l'emprise de l'exécutif est à concilier avec certaines nécessités pratiques. Le parlment n'est pas à même de pourvoir adéquatement et jusque dans le menu aux besoins de tous les services de justice" [9].

Op te merken valt dat de bevoegde instanties van de rechterlijke orde een minder gewichtige rol gaan spelen. Dit komt onder meer voort doordat, behalve voor attachés bij de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, het voorontwerp de bepalingen opheft die aan de rechterlijke macht of aan de Hoge Raad voor de Justitie een rol toekenden bij de keuze van de personen die nauw met magistraten moeten samenwerken. Het ging inzonderheid om :

1° artikel 206*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalde dat het vergelijkend examen voor toegang tot het ambt van referendaris en van parketjurist bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg georganiseerd werd door de benoemings- en aanwijzingscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie;

---

[7]Verschillende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek machtigen de Koning om voor sommige personeelsleden min of meer uitgebreide rechtspositionele maatregelen te nemen. Dit is het geval met artikel 185 voor beklederss van graden, met artikel 353*bis* voor referendarissen bij het Hof van Cassatie en voor referendarissen en parketjuristen bij de hoven van beroep en bij de rechtbanken van eerste aanleg, met artikel 354 voor personeelsleden van griffies en parketsecretariaten, attachés bij de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, alsook voor hoofdsecretarissen, secretarissen en adjunct-secretarissen, en met artikel 380 voor vertalers, eerstaanwezend vertalers, opstellers, eerstaanwezend opstellers, beambten en eerstaanwezend beambten van griffies en parketsecretariaten, attachés bij de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie.

[8]Zoals benoemingen, tuchtstraffen, enz.

[9]Zie voetnoot 5.

2° artikel 261, dat bepaalde dat griffiers-hoofden van dienst werden benoemd door de Koning uit de griffiers, op voordracht van de korpschef van de rechtbank of het hof;

3° de artikelen 262 en 273, die bepaalden dat griffiers en adjunct-griffiers, secretarissen en adjunct-secretarissen werden benoemd door de Koning uit twee dubbeltallen, waarvan het ene voorgedragen werd door de korpschef en het andere door de hoofdgriffier of de hoofdsecretaris van het parket;

4° artikel 287*bis*, dat voorzag in het advies van de korpschefs en van de hoofdgriffiers voor een hele reeks van benoemingen.

Het voorontwerp voorziet voortaan in dezelfde benoemingsprocedures als die welke van toepassing zijn op personeelsleden van de federale overheidsdiensten, die voldoende waarborgen inzake onpartijdigheid en objectiviteit bieden, maar zonder enige rol voor de korpschef.

In de memorie van toelichting staat het volgende :

> "Vanzelfsprekend dienen de verantwoordelijken van de rechterlijke organisatie actief te worden betrokken bij deze activiteiten (bij de vergelijkende selecties)."

In geen enkele bepaling van het voorontwerp wordt deze actieve betrokkenheid echter vastgelegd.

Evenzo zijn bevorderingen gekoppeld aan het slagen voor gecertificeerde opleidingen, waarin de rechterlijke macht geenszins een rol speelt.

Ten slotte regelt de Koning krachtens het ontworpen artikel 354, tweede lid, voortaan de opleiding van alle personeelsleden, met inbegrip van referendarissen en parketjuristen.

Om de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht te waarborgen, die impliceert dat zij enige vaste greep heeft op haar personeelsbeheer, moeten in het voorontwerp bepalingen worden opgenomen die, zoals in de memorie van toelichting

wordt aangegeven, de rechterlijke macht actief betrekken bij de selectie, de bevordering en de opleiding, alsook bij de beoordeling [10] van haar personeel.

Om dezelfde redenen zou het voorontwerp moeten voorzien in het actief betrekken van de rechterlijke macht bij de bepaling van de structuur van haar personeel en dus bij alles wat betrekking heeft op de onderverdeling ervan in klassen, functies, vakrichtingen, functiefamilies.

II. Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 10

Het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek is gewijd aan de "rechterlijke organisatie", waarbij het woord "organisatie" in dit verband betekent "de manier waarop" de rechterlijke macht "georganiseerd is".

In de ontworpen titel III, waar de instelling op zich, de rechterlijke macht in materiële zin, aangegeven moet worden, dient gesproken te worden van het "personeel van de rechterlijke orde", op dezelfde manier als in de huidige titel VI sprake is van de "benoemingsvoorwaarden voor leden van de rechterlijke orde".

Het komt de steller van het voorontwerp niet toe de term "rechterlijke organisatie" te gebruiken in plaats van de term "rechterlijke orde", welke laatstgenoemde term gebezigd wordt in artikel 151, § 3, 6° en 7°, en artikel 154 van de Grondwet.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 40 en 42 van het voorontwerp, alsook voor de ontworpen artikelen 274, § 2, 282, 283 en 366, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek.

---

[10] Een bepaling zou inzonderheid betrekking kunnen hebben op de beoordelingscriteria.

Artikel 11

In de inleidende zin is er sprake van "een nieuw Hoofdstuk I".

Titel III van Boek I van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek is thans echter niet opgedeeld in hoofdstukken.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 17, 19, 29 en 35 van het voorontwerp.

Artikel 13
(ontworpen artikel 158 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In het ontworpen artikel 158, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt bepaald dat de Koning een steundienst "kan" oprichten in een hof, een rechtbank of een parket.

In het voorontwerp behoort te worden gepreciseerd op basis van welke criteria er al dan niet voor geopteerd zal worden om een steundienst op te richten.

De Raad van State vraagt zich inzonderheid af, of er enkel van die mogelijkheid gebruik zal worden gemaakt op verzoek van de korpschef dan wel of de steundienst zal kunnen worden opgericht zonder dat de korpschef in kwestie vragende partij is. In het eerste geval dient de tekst te worden verduidelijkt. In het tweede geval dient de memorie van toelichting te worden aangevuld.

2. Het ontworpen artikel 158, § 1, tweede lid, luidt als volgt :

"Deze steundienst is belast met het verlenen van advies en ondersteuning van de korpschefs in diverse domeinen, waaronder de judiciële bijstand aan magistraten, het personeelsbeleid, gebouwen en materiële uitrusting, administratief beheer, alsmede informaticabeheer."

In de artikelsgewijze bespreking staat het volgende :

> "Tal van actuele en toekomstige functies zijn moeilijk onder te brengen in een griffie of een parket. Zo hebben bijvoorbeeld personeel dat judiciële, administratief, managementondersteunende bijstand geeft aan de korpschefs, onthaalpersoneel bij de ingang van de gerechtsgebouwen, veiligheidpersoneel of gebouwenbeheerders weinig direct uitstaans met de werking van een griffie of een parket."

De uitdrukking "judiciële bijstand aan magistraten" is ongeschikt. Er dient wellicht geschreven te worden "juridische bijstand aan de korpschefs", met andere woorden bijstand bij de uitoefening van de managementsfunctie van de korpschefs, met uitzondering van enige andere hulp bij de uitoefening van de rechterlijke functie.

Volgens het ontworpen artikel 162 staan referendarissen en parketjuristen de magistraten overigens bij "op juridisch vlak" en volgens paragraaf 3, tweede lid, van hetzelfde artikel worden zij "in voorkomend geval (...) toegewezen aan een steundienst".

De uitoefening van de functies binnen de rechterlijke macht mag niet verward worden met het beheer van de middelen die ter beschikking worden gesteld van de korpschefs. Dat heeft tot gevolg dat referendarissen en parketjuristen [11] geen deel mogen uitmaken van een steundienst, althans niet om er functies uit te oefenen bestaande in bijstand in de rechtsprekende functie.

Het ontworpen artikel 158, alsook het ontworpen artikel 162 dienen te worden herzien in het licht van deze opmerking.

3. In het ontworpen artikel 158, § 1, derde lid, wordt bepaald dat "de Koning (...), naar gelang van het geval, op advies van de korpschef van het hof, de rechtbank of het parket waar een steundienst wordt ingericht, de modaliteiten (bepaalt) inzake zijn werking en organisatie."

---

[11] Zie artikel 18 van het ontwerp, het ontworpen artikel 162, inzonderheid paragraaf 3, derde lid.

In het voornoemde advies 34.815/2 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State kritiek geuit op de bepalingen van het voorontwerp die de Koning machtigden tot het organiseren van de griffies van de rechtbanken, alsook van de secretariaten van de parketten en van het secretariaat van het College van procureurs-generaal en heeft ze gevraagd dat de machtigingen van de Koning, wat griffies betreft, beperkt zouden worden tot bijkomende zaken, en wat parketten betreft, beter omschreven zouden worden.

Dezelfde opmerking kan geformuleerd worden over de steundienst die opgericht kan worden in een hof, een rechtbank of een parket.

4. In paragraaf 2 zijn de woorden "kan (...) worden opgericht" niet zeer duidelijk. Er behoort te worden geschreven : "... kan de korpschef (...) een kabinetssecretariaat oprichten ...".

Het vervolg van de tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 15
(ontworpen artikel 160 van het Gerechtelijk Wetboek)

Paragraaf 3, derde lid, tweede zin, luidt als volgt :

"De eerste vakklasse kan klasse Al of klasse A2 zijn."

Hoewel deze bepaling overgenomen wordt uit het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, is ze niet volledig duidelijk.

Uit de opmerkingen van de Minister bevoegd voor algemene zaken blijkt dat er rechtstreeks geworven kan worden uit klasse A2, zonder eerst via klasse A1 te gaan.

Zoals de voornoemde Minister erop wijst moeten in het voorontwerp de criteria worden bepaald die zulk een werving mogelijk maken.

Artikel 18
(ontworpen artikel 162 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De ontworpen paragraaf 3, eerste lid, is onduidelijk. Er behoort een beter onderscheid te worden gemaakt tussen de benoeming, die verricht wordt door de Koning, en de aanwijzing, die een aangelegenheid is van de Minister van Justitie. Die aanwijzing kan ofwel plaatsvinden bij het hof van beroep, het arbeidshof of het parket-generaal, ofwel bij een rechtbank of een parket uit het rechtsgebied van dat hof van beroep. De tekst van paragraaf 3, eerste lid, behoort bijgevolg te worden herzien.

2. De ontworpen paragraaf 3, tweede lid, luidt als volgt :

"In voorkomend geval worden zij toegewezen aan een steundienst."

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is onder punt 1 van artikel 13.

Artikel 25
(ontworpen artikel 168 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het vierde lid, 1°, behoort te worden geschreven : "hij bereidt de taken van de magistraat voor".

In het vijfde lid behoort te worden verwezen naar het derde lid, 7°.

Artikel 27
(ontworpen artikel 170 van het Gerechtelijk Wetboek)

Er behoort te worden geschreven : "... de dienst in de arrondissementsrechtbank."

Artikel 36
(ontworpen artikel 177 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In het ontworpen artikel 177, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek wordt gesteld dat de Koning het statuut en de wedde bepaalt van de personeelsleden van de niveaus B, C en D, met uitzondering van de griffiers en de parketsecretarissen.

Deze bepaling is slechts ten dele correct aangezien sommige aspecten van de rechtspositieregeling van die personen bepaald worden in het Gerechtelijk Wetboek, zoals het gewijzigd is door de voormelde wet van 10 juni 2006.

2. In de Franse tekst van paragraaf 2 dient de verwijzing naar artikel 162 van het Gerechtelijk Wetboek te worden weggelaten.

Artikel 37
(ontworpen artikel 178 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de eerste zin wordt aan de Minister van Justitie de mogelijkheid geboden om "om bijzondere redenen" en "teneinde de continuïteit van de diensten te verzekeren" personeel aan te werven op grond van een arbeidsovereenkomst. Wat dit aspect betreft, wordt in de tekst geen rekening gehouden met de opmerkingen die door de Minister van Ambtenarenzaken geformuleerd zijn in zijn brief van 7 juli 2006 aan de Minister van Justitie, waarbij laatstgenoemde gevraagd werd die redenen nader te bepalen door een beperkende opsomming te geven.

Artikel 45
(ontworpen artikel 261 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Artikel 260 van het Gerechtelijk Wetboek is het dat dient te worden vervangen.

2. In de ontworpen paragraaf 1 behoort te worden geschreven : "... met de titel van attaché ...".

Artikel 47
(ontworpen artikel 262 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In navolging van hetgeen bepaald wordt in artikel 28*sexies* van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, behoort in het derde lid te worden geschreven dat er enkel in geval van beroepsongeschiktheid of wegens een zware fout een einde kan worden gemaakt aan ambten die voorlopig uitgeoefend worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de volgende artikelen.

2. In hetzelfde ontworpen derde lid behoort te worden geschreven :

"... en na voorafgaand advies van de korpschef van het hof, de rechtbank of het parket waarvoor de kandidaat is aangewezen".

3. In het vierde lid wordt bepaald dat de betrokken personeelsleden tijdens de periode van voorlopige benoeming onderworpen zijn aan het statuut dat van toepassing is op de personeelsleden van de niveaus B en C die voorlopig benoemd zijn, dus aan een statuut dat vastgesteld wordt door de Koning, meer bepaald door hoofdstuk IV van titel II van het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het personeel van griffies en parketsecretariaten". In dat hoofdstuk wordt trouwens ook de duur van die voorlopige benoeming bepaald, namelijk een jaar.

Het zou gemakkelijker zijn om deze aspecten rechtstreeks in het voorontwerp te regelen. Zo niet zal een gecombineerde lezing van de wet en van het besluit noodzakelijk zijn, om correct ingelicht te zijn over de rechtspositieregeling van die personen [12].

[12]Zo moge de moeilijkheid hieruit blijken dat, anders dan de indruk die zonder meer bij het lezen van het besluit kan ontstaan, een opzegging van drie maanden niet de enige voorwaarde is om een einde te kunnen maken aan het ambt gedurende de periode van voorlopige benoeming : krachtens het ontworpen derde lid is ook het advies van de korpschef noodzakelijk.

Fundamenteler is dat het niet logisch is om het statuut van de betrokken personeelsleden na hun benoeming in vast dienstverband via wetgevende weg vast te leggen, zoals het hoort, en die personeelsleden, vóór hun vaste benoeming, alleen te laten afhangen van een statuut dat bij koninklijk besluit is vastgelegd. De bepaling dient bijgevolg te worden aangevuld.

De opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor de overige bepalingen die betrekking hebben op voorlopige benoeming, namelijk de artikelen 49 (ontworpen artikel 263, § 1, vierde lid), 50 (ontworpen artikel 264, § 1, vierde lid), 51 (ontworpen artikel 265, § 1, vierde lid), 53 (ontworpen artikel 266, § 1, vierde lid), 54 (ontworpen artikel 267, § 1, vierde lid), 55 (ontworpen artikel 268, § 1, vierde lid) en 57 (ontworpen artikel 269, § 1, vierde lid) van het voorontwerp.

Artikel 49
(ontworpen artikel 263 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Er is een tegenstrijdigheid tussen de tekst van het voorontwerp, waarin een leeftijdsvoorwaarde wordt bepaald (vijfendertig jaar) en de memorie van toelichting, waarin gesteld wordt dat er geen drempelleeftijd meer wordt bepaald in de benoemingsvoorwaarden, maar dat

> "(...) in de omschrijving van het functieprofiel van hoofdgriffier voldoende de nadruk zal worden gelegd op een aanzienlijk aantal jaren nuttige professionele ervaring".

Deze tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Bovendien moeten alle voorwaarden voor aanwerving of bevordering in het voorontwerp worden bepaald en niet in een "functieprofiel", dat niet bij wet is vastgelegd.

2. In paragraaf 1, derde lid, is de precisering dat de Koning een einde kan maken aan het ambt van hoofdgriffier tijdens de periode van voorlopige benoeming "op advies van de korpschef", niet duidelijk.

Gelet op hetgeen bepaald wordt voor referendarissen en parketjuristen behoort te worden geschreven "op voorstel van de korpschef".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 50 (ontworpen artikel 264, § 1, derde lid) en 51 (ontworpen artikel 265, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerking, in het bijzonder naar de overwegingen betreffende de onafhankelijkheid van de personeelsleden van de rechterlijke orde.

Artikel 54
(ontworpen artikel 267 van het Gerechtelijk Wetboek)

In paragraaf 2, laatste lid, van de Franse tekst, dienen de woorden "derde lid" vervangen te worden door de woorden "alinéa 3".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 277, § 4.

Artikel 57
(ontworpen artikel 269 van het Gerechtelijk Wetboek)

Er is een tegenstrijdigheid tussen de memorie van toelichting, waarin bepaald wordt dat om via werving te worden benoemd in een vakklasse van niveau A, de kandidaat ten volle vijfentwintig jaar oud moet zijn, en de tekst van het voorontwerp die niet voorziet in die voorwaarde.

Die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Artikel 66

(ontworpen artikel 274 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Paragraaf 3 luidt als volgt :

"De Koning kiest uit de kandidaten voor de vacante betrekking ofwel de geslaagde die het hoogst is gerangschikt voor de desbetreffende selectie, ofwel de geslaagde, die na de organisatie van een bijkomende proef onder het toezicht van SELOR, naar zijn oordeel het meest geschikt is voor de uit te oefenen functie."

Indien er moet worden voorzien in een aanvullende selectie, dienen de twee volgende regels in acht te worden genomen :

1° de beslissing om een aanvullende selectie te houden voor een specifieker ambt, zou moeten worden genomen nog voor de resultaten bekend zijn van de oorspronkelijke selectie;

2° de Koning zou gehouden moeten zijn tot benoeming van de geslaagde kandidaat van de aanvullende selectie en niet van de kandidaat die Hij het meest geschikt acht voor het uit te oefenen ambt [13].

Bovendien zou de aard van die selectie in de wet moeten worden gespecifieerd.

Die preciseringen zijn noodzakelijk om de gelijkheid van kandidaten te handhaven.

---

[13]Zie advies 40.875/2/V, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 3 augustus 2006, over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het personeel van griffies en parketsecretariaten. Zie eveneens advies 35.909/2, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 19 november 2003, over een ontwerpbesluit van de Franse Gemeenschapsregering "relatif au recrutement et à la promotion des agents de la Communauté française", waarin de kritiek herhaald wordt die reeds geformuleerd is wat betreft de vervanging van echte vergelijkende examens door vergelijkende selecties en vooral, wat betreft de mogelijkheid van de minister om geen rekening te houden met de rangschikking naar aanleiding van de vergelijkende selectie, door een aanvullende test af te nemen.

Tot slot rijst de vraag wat de implicaties zijn van het feit dat de vergelijkende selectie niet georganiseerd wordt door SELOR, maar "onder het toezicht van SELOR" [14].

Het voorontwerp dient dienovereenkomstig te worden aangevuld.

2. Paragraaf 3, derde lid, moet vervallen : daarin wordt nodeloos herinnerd aan de verplichte uitdrukkelijke motivering waarin voorzien wordt door de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 70
(ontworpen artikel 276 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het ontworpen artikel 276, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek wordt bepaald dat de bevordering door verhoging in weddeschaal of door verhoging naar een hogere klasse afhankelijk kan worden gesteld van het slagen voor een vergelijkende selectie of een gecertificeerde opleiding. De vraag rijst :

1° of elk van beide soorten bevordering zowel verbonden kan worden aan een vergelijkende selectie, als aan een gecertificeerde opleiding;

2° wie, buiten de gevallen die reeds in het voorontwerp behandeld zijn, beslist of een bevordering al dan niet afhankelijk wordt gesteld van een vergelijkende selectie of een gecertificeerde opleiding, en op basis van welke criteria.

[14] Dezelfde opmerking geldt voor artikel 164.

Artikel 71
(ontworpen artikel 277 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Het ontworpen artikel 277 bevat bepalingen die betrekking hebben op administratieve bevorderingen en bepalingen die verband houden met bevorderingen door verhoging in weddeschaal. De volgorde van die bepalingen is niet duidelijk. De bepalingen betreffende administratieve bevorderingen moeten worden samengebracht en duidelijk aangegeven, zo ook de bepalingen omtrent bevorderingen door verhoging in weddeschaal.

Meer nog, de vraag doet zich voor of het niet nodig is om alle bepalingen betreffende bevordering door verhoging in weddeschaal te bundelen in boek II, titel III, hoofdstuk II, afdeling II, van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek, dat over deze aangelegenheden handelt.

2. Het ontworpen artikel 277, § 2, bepaalt dat het personeelslid bezoldigd in weddeschaal A12, dat slaagt voor een gecertificeerde opleiding, wordt bevorderd tot klasse A2 aan het einde van de periode van zes jaar.

Deze bepaling lijkt bevordering door verhoging in weddeschaal en bevordering tot een hogere klasse door elkaar te halen.

De vraag rijst overigens waarom in het ontworpen artikel 277 van het Gerechtelijk Wetboek melding wordt gemaakt van de overgang van weddeschaal A12 naar klasse A2, terwijl de overige bevorderingen door verhoging in weddeschaal behandeld worden in de voornoemde afdeling II.

3. In het ontworpen artikel 277, § 4, wordt bepaald dat de bevordering door overgang naar een hoger niveau geschiedt via een vergelijkende selectie bedoeld in de genoemde artikelen.

Die artikelen, die betrekking hebben op onderscheiden vergelijkende selecties (nu eens gaat het over een onderhoud dat steunt op een praktisch geval dat verband houdt met het ambt, dan weer gaat het over een vergelijkende selectie zonder enige nadere precisering) betreffen niet uitsluitend bevordering door overgang naar een hoger niveau. Aldus, wanneer een griffier-diensthoofd bevorderd wordt tot hoofdgriffier is er geen overgang naar een hoger niveau, maar enkel verandering van klasse.

Het zou beter zijn om slechts melding te maken van een vergelijkende selectie die georganiseerd wordt door SELOR.

In diezelfde paragraaf behoren in de Franse versie de woorden "tweede lid" vervangen te worden door de woorden "alinéa 2".

4. In het ontworpen artikel 277 worden de anciënniteitsvoorwaarden vastgelegd om van een klasse naar een andere over te gaan. Verondersteld wordt dat het om basisvoorwaarden gaat, waarbij mogelijk een vergelijkende selectie of een gecertificeerde opleiding komen.

Het voorontwerp dient op dat punt te worden verduidelijkt.

5. Heel het systeem van gecertificeerde opleidingen, competentietoelagen en verhogingen in weddeschaal zou zowel in het voorontwerp als in de memorie van toelichting duidelijker moeten worden uiteengezet.

Wanneer aldus in het ontworpen artikel 285 (artikel 79 van het voorontwerp) bepaald wordt dat gecertificeerde opleidingen een geldigheidsduur hebben van zes of vijf jaar, en in het ontworpen artikel 286*bis* (artikel 81 van het voorontwerp) gesteld wordt dat de duur die in aanmerking genomen wordt voor bevordering door verhoging in weddeschaal identiek is aan die welke in aanmerking genomen wordt voor de geldigheidsduur van gecertificeerde opleidingen, wordt verondersteld dat dit betekent dat het slagen voor een gecertificeerde opleiding twee gevolgen heeft : enerzijds geeft dit gedurende zes of vijf jaar recht op de jaarlijkse competentietoelagen die vermeld worden in de ontworpen artikelen 373*bis* en 373*ter*, § 2; anderzijds geeft dit na verloop van de

periode van zes of vijf jaar recht op een bevordering door verhoging in weddeschaal overeenkomstig de ontworpen artikelen 368, vierde lid, en 369 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 77
(ontworpen artikel 282 van het Gerechtelijk Wetboek)

Wat het derde lid betreft, waarin een rol wordt weggelegd voor de uitvoerende macht, wordt verwezen naar de algemene opmerking betreffende de onafhankelijkheid van de personeelsleden van de rechterlijke orde.

Artikel 85
(ontworpen artikel 287*ter* van het Gerechtelijk Wetboek)

Dit artikel moet deel uitmaken van onderafdeling I : "Algemene bepalingen" en niet van onderafdeling II "Gecertificeerde opleidingen".

Artikel 87
(ontworpen artikel 287*quater* van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In paragraaf 1, tweede lid, 5°, wordt bepaald dat de evaluatie van de personeelsleden van de steundiensten geschiedt door de "magistraat-korpschef van het gerecht".

Zou het niet logischer zijn om het personeelslid van de steundienst te laten evalueren door de korpschef van het gerecht of door de korpschef van het parket, al naar gelang het personeelslid werkt voor de zittende magistratuur (bijvoorbeeld referendarissen) of voor het parket (bijvoorbeeld parketjuristen) ?

2. In paragraaf 2, eerste lid, tweede zin, wordt bepaald dat "de Koning (...) nadere regels (stelt) voor de toepassing van deze bepalingen".

Het is de vraag wat precies bedoeld wordt met "deze bepalingen".

Overigens zou de wetgever de algemene criteria voor evaluaties moeten vaststellen, welke criteria door de Koning alleen nader mogen worden bepaald.

3. In paragraaf 5 wordt melding gemaakt van "tussenverhogingen". Het zou verkieselijk zijn de term "tussentijdse verhogingen" te gebruiken, overeenkomstig artikel 125 en volgende van het voorontwerp.

4. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de bedoeling is van het laatste lid van paragraaf 3, daar paragraaf 2, eerste lid, een algemene draagwijdte heeft en reeds van toepassing is op alle personeelsleden van de steundiensten.

Artikel 89

Er behoort geschreven te worden : "... een nieuw hoofdstuk VII" en niet "een nieuw hoofdstuk VIII".

Artikel 90
(ontworpen artikel 287*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek)

Naast het diploma van doctor en van licentiaat in de rechten dient ook melding te worden gemaakt van het diploma van "master in de rechten".

Artikel 91
(ontworpen artikel 287*septies* van het Gerechtelijk Wetboek)

In het eerste lid van het ontworpen artikel 287*septies* is sprake van "elke kandidatuur voor een benoeming tot een ambt van deze titel", hetgeen betekent dat het eveneens van toepassing is op het personeel dat binnen het toepassingsgebied van het voorontwerp valt, aangezien dat laatste genoemd wordt in de ontworpen titel VI, die het volgende opschrift draagt : "Benoemingsvoorwaarden en loopbaan van magistraten en het personeel van de rechterlijke organisatie (lees : orde)".

In de memorie van toelichting wordt evenwel gesteld dat artikel 287*septies* de inhoud overneemt van het huidige artikel 287, met uitzondering van het laatste lid "aangezien het de met dit ontwerp geviseerde personeelsleden betreft", hetgeen lijkt te betekenen dat het ontworpen artikel 287*septies* niet van toepassing is op personeelsleden die binnen de werkingssfeer van het voorontwerp vallen.

Aldus is het op grond daarvan niet mogelijk om uit te maken of het ontworpen artikel 287*septies* al dan niet van toepassing is op personen die binnen zijn werkingssfeer vallen.

Is het antwoord ontkennend, dan dient het voorontwerp aangevuld te worden met bepalingen die de bekendmaking van vacante betrekkingen, alsook de manier van solliciteren regelen.

Artikel 93
(ontworpen artikel 288 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Vragen rijzen omtrent het feit dat het ontworpen artikel 288 een onderscheid blijft maken tussen referendarissen en parketjuristen, enerzijds, en het personeel van niveau A, anderzijds, terwijl in andere bepalingen van het voorontwerp referendarissen en parketjuristen ondergebracht worden in de categorie "personeel van niveau A".

2. Meer in het algemeen trouwens zou heel het voorontwerp er ook wel bij varen opnieuw onderzocht te worden teneinde na te gaan of terecht in een aantal bepalingen gebruik gemaakt wordt van de verzamelterm "personeel van niveau A" en in andere bepalingen de verschillende ambten van deze categorie worden opgesomd.

3. Wat punt 3° betreft, in de nieuwe redactie van het tiende lid wordt geen rekening gehouden met de hervormingen die met het voorontwerp worden ingevoerd, inzonderheid doordat er nog sprake in is van adjunct-griffiers.

Die redactie moet derhalve worden herzien.

Artikel 96
(ontworpen artikel 301van het Gerechtelijk Wetboek)

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en op het door het ontworpen artikel 301 nagestreefde doel, zou de wetgever dit voorontwerp te baat moeten nemen om deze bepaling te herzien, teneinde haar af te stemmen op de nieuwe wettelijke samenlevingsvormen.

Artikel 97
(ontworpen artikel 310 van het Gerechtelijk Wetboek)

De referendarissen bij het Hof van Cassatie moeten opgenomen worden op de ranglijst van het Hof van Cassatie.

Artikel 102
(ontworpen artikel 312*ter* van het Gerechtelijk Wetboek)

Er behoort te worden geschreven: "Het personeel van niveau A" en niet "De leden van niveau A".

Artikel 103
(ontworpen artikel 328 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de memorie van toelichting moet een reden worden gegeven voor de opheffing van het vijfde lid.

Artikel 105
(ontworpen artikel 330 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de memorie van toelichting dient uitleg gegeven te worden over de wijzigingen die verder gaan dan die welke vermeld wordt, namelijk de uitbreiding van de artikelen 330 en 330*bis* tot alle personeelsleden.

2. In punt 2°, in het ontworpen derde lid, behoort verwezen te worden naar artikel 375 en niet naar artikel 370.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 106 van het voorontwerp (ontworpen artikel 330*bis*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

Artikelen 105 en 106
(ontworpen artikelen 330 en 330*bis* van het Gerechtelijk Wetboek)

Wat het ontworpen artikel 330, eerste en derde lid, betreft alsook in het ontworpen artikel 330*bis*, worden in het voorontwerp de bewoordingen "de leden en (de) personeelsleden van het niveau A" gebezigd [15].

Het laat zich aanzien dat enkel verwezen hoeft te worden naar "de personeelsleden van niveau A".

[15]In de Franse tekst van het ontworpen artikel 330*bis* worden deze bewoordingen nodeloos tweemaal gebezigd.

Artikel 108

(ontworpen artikel 330*quater* van het Gerechtelijk Wetboek)

In het voorontwerp is er sprake van

"Een lid of een personeelslid van een hof, een rechtbank, een griffie, een parketsecretariaat of een steundienst",

hetgeen niet kan worden toegestaan.

Magistraten zijn immers leden van hoven en rechtbanken.

Bepalingen betreffende mutatie en mobiliteit zijn dan ook niet van toepassing op magistraten. Wat rechters betreft, is deze ontoepasselijkheid gegrond op artikel 152, derde lid, van de Grondwet, dat luidt als volgt :

"De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming."

Artikel 109

(ontworpen artikel 331 van het Gerechtelijk Wetboek)

De voorgestelde wijzigingen zijn onbegrijpelijk.

Heel het ontworpen artikel 331 van het Gerechtelijk Wetboek zou herschreven moeten worden, waarbij er inzonderheid op gelet moet worden in het tweede lid een onderverdeling 1°, 2°, ... in te voegen.

Artikel 111

(ontworpen artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek)

Behoeft, voor de samenhang, niet ook het opschrift van hoofdstuk VII*bis* te worden gewijzigd ?

Artikel 121

Het woord "nieuwe" dient te worden weggelaten.

Artikel 123
(ontworpen artikel 368 van het Gerechtelijk Wetboek)

Er is een tegenstrijdigheid tussen het ontworpen artikel 368, vierde lid, waarin de overgang van een weddeschaal naar een andere afhankelijk wordt gesteld van het slagen voor een gecertificeerde opleiding en het ontworpen artikel 369, waarin gesteld wordt dat de overgang van weddeschaal A11 naar weddeschaal A12 automatisch geschiedt na zes jaar.

Deze tegenstrijdigheid behoort ongedaan te worden gemaakt en bovendien moet het ontworpen artikel 369 uitsluitend betrekking hebben op de weddeschalen van klasse A4 en A5, aangezien de weddeschalen van klasse A1, A2 en A3 aan de orde zijn in het ontworpen artikel 368.

Artikel 127
(ontworpen artikel 371 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de memorie van toelichting wordt bepaald dat aan wie bezoldigd wordt in schaal BJ1, na het slagen voor twee gecertificeerde opleidingen weddeschaal BJ2 toegekend wordt.

Derhalve zou het beter zijn om in het ontworpen artikel 371, § 2, te schrijven dat weddeschaal BJ2 verkregen wordt na het slagen voor "de gecertificeerde opleidingen 1 en 2" en niet voor "een gecertificeerde opleiding 2".

In de memorie van toelichting moet worden gewettigd waarom het verkrijgen van weddeschaal BJ2 afhankelijk is van het slagen voor twee gecertificeerde opleidingen, terwijl de overgang van een weddeschaal naar een andere, voor de overige personeelsleden van de rechterlijke orde, geschiedt na het slagen voor slechts een gecertificeerde opleiding.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen paragraaf 3 betreffende het verkrijgen van weddeschaal BJ3, die het slagen voor de gecertificeerde opleidingen 3, 4 en 5 vergt.

Artikel 129

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat met artikel 120 van het voorontwerp al een afdeling II is ingevoegd in Deel II, Boek II, titel III, hoofdstuk II, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 131
(ontworpen artikel 373*bis*)

In het laatste lid dient geen melding te worden gemaakt van de personeelsleden van niveau B met de graad van griffier of secretaris, daar hun competentietoelagen geregeld worden door het ontworpen artikel 373*ter* en niet door het ontworpen artikel 373*bis*.

In het ontworpen artikel 373*ter* dient, wat griffiers en secretarissen betreft, een soortgelijke bepaling als het laatste lid van artikel 373*bis* te worden ingevoegd.

Artikel 132
(ontworpen artikel 373ter van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de Franse versie van de inleidende zin dient artikel 373*ter* te worden geschreven en niet artikel 373*bis*.

2. Wat paragraaf 3 betreft rijst de vraag hoe de griffier of de secretaris die niet slaagt voor de gecertificeerde opleiding n° 2 aanspraak op de competentietoelage kan verliezen, aangezien, om deze toelage te genieten, men geslaagd dient te zijn voor gecertificeerde opleiding n° 2.

Wil men onderstrepen dat hij de competentietoelage verliest die verband houdt met gecertificeerde opleiding n° 1, dan moet dat niet worden gepreciseerd in de tekst van het voorontwerp (doch in de memorie van toelichting), daar dat verlies niet te wijten is aan het niet slagen voor gecertificeerde opleiding n° 2, maar wel aan het verstrijken van de geldigheidsperiode van gecertificeerde opleiding n° 1.

Dezelfde opmerking geldt voor de paragrafen 4 en 5, 6 en 7, 8 en 9.

Artikel 140
(ontworpen artikel 412 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, tweede streepje, is het niet duidelijk waarom er verwezen wordt naar de federale procureur, die geen enkel gezag heeft over de hoven van beroep, de leden en het personeel ervan.

Artikel 142
(ontworpen artikel 415 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De vraag rijst waarom in paragraaf 7, 11e streepje, alleen de steundiensten "bij die hoven" worden vermeld en ze in verband worden gebracht met de griffiers, terwijl steundiensten krachtens het ontworpen artikel 158, § 1, ook opgericht kunnen worden binnen een parket.

Bovendien is het ontworpen artikel 415, § 7, 9e en 10e streepje, van het Gerechtelijk Wetboek, in tegenstelling tot wat gezegd wordt in de memorie van toelichting, niet aangepast aan het feit dat referendarissen en parketjuristen voortaan ook verbonden kunnen zijn aan een arbeidshof.

Behoeft niet één enkel onderdeel te worden gemaakt dat betrekking heeft op referendarissen bij de hoven van beroep en de arbeidshoven, parketjuristen van het parket-generaal bij het hof van beroep en van het auditoraat-generaal bij het arbeidshof en het personeel van de steundiensten binnen de hoven van beroep, de arbeidshoven, en de parketten en auditoraten-generaal ?

2. Het is niet duidelijk waarom in paragraaf 8, 5e streepje, alleen de steundiensten "van de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel, de politierechtbanken en de vredegerechten" worden genoemd, en ze in verband worden gebracht met de griffiers, terwijl steundiensten krachtens het ontworpen artikel 158, § 1, ook opgericht kunnen worden binnen een parket.

Bovendien is het ontworpen artikel 415, § 8, 3e streepje, van het Gerechtelijk Wetboek, in tegenstelling tot wat gezegd wordt in de memorie van toelichting, niet aangepast aan het feit dat referendarissen en parketjuristen voortaan ook verbonden kunnen zijn aan een arbeidsrechtbank, een politierechtbank, een rechtbank van koophandel en in voorkomend geval aan het parket van deze gerechten.

Behoeft niet één enkel onderdeel te worden gemaakt dat betrekking heeft op referendarissen bij de verschillende rechtbanken en parketjuristen van de parketten en van de auditoraten, alsook op het personeel van de steundiensten binnen de rechtbanken, de parketten en de auditoraten?

Artikel 145
(ontworpen artikel 54*bis* van de wet van 15 juni 1935)

Behoeft artikel 54*bis* van de wet van 15 juni 1935 "op het gebruik der talen in gerechtszaken" niet behouden te worden voorzover het van toepassing is op opstellers en bedienden ?

Artikel 148
(wijzigingen van de wet van 7 juli 1969)

In 2° wordt de kolom "adjunct-griffiers" genoemd. Er bestaat wel een kolom "klerken-griffiers", maar geen kolom "adjunct-griffiers".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 149, 2°.

Artikel 157

1. In paragraaf 5 lijkt verwezen te moeten worden naar artikel 373*ter*, § 8, en niet naar artikel 377ter, § 8, van het Gerechtelijk Wetboek, dat niet bestaat.

2. In de memorie van toelichting moet nauwkeurig worden toegelicht in welk opzicht de gevestigde regel een afwijking vormt van het bepaalde van artikel 373*ter*, § 8.

III. Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. Het voorontwerp bevat wetgevingstechnisch en taalkundig gezien tal van gebreken. Hierna worden enkele voorbeelden gegeven, naast die welke eerder in het advies zijn genoemd.

Het voorontwerp moet inzonderheid op de grondslag van de circulaire wetgevingstechniek, die beschikbaar is op de website van de Raad van State, worden herzien [16].

2. De meeste inleidende zinnen moeten gecorrigeerd worden of op zijn minst nagezien, waarbij inzonderheid gelet moet worden op het feit dat alle nog geldende wijzigingen vermeld moeten worden en, a contrario, dat wijzigingen die niet meer gelden, niet meer vermeld moeten worden.

Zo bijvoorbeeld :

- is, wat artikel 2 betreft, niet het hele artikel 90 in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd, maar alleen het eerste lid ervan;

- is, wat artikel 3 betreft, alleen het eerste lid van artikel 109 van het Gerechtelijk Wetboek vervangen bij de wet van 22 december 1998;

[16] http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt_nl.pdf

- moet in artikel 13 de wijziging worden vermeld die artikel 158 van het Gerechtelijk Wetboek ondergaan heeft als gevolg van de wet van 2 juni 2003;

- moeten in artikel 15 alle nog geldende wijzigingen worden vermeld die artikel 160 van het Gerechtelijk Wetboek heeft ondergaan;

- moeten in artikel 36 alleen de nog geldende wijzigingen van artikel 177 van het Gerechtelijk Wetboek worden vermeld; aangezien laatstgenoemde bepaling volledig vervangen is bij de wet van 10 juni 2006 moet de wijziging die volgt uit de wet van 3 mei 2003 niet worden vermeld;
- is, wat artikel 47 betreft, artikel 262 van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd en niet vervangen bij de wet van 17 februari 1997;

- is, wat artikel 131 betreft, artikel 373*bis* van het Gerechtelijk Wetboek opgeheven bij de wet van 1 januari 2004.

3. In verscheidene bepalingen van het voorontwerp zijn verwijzingen naar artikelen open gelaten. Dat is bijvoorbeeld het geval met de artikelen 43, 73, 86, 89 en 126 van het voorontwerp en met de ontworpen artikelen 287*bis*, 367 (Franse versie), 368, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Die leemtes moeten worden aangevuld.

4. Het voorontwerp moet stelselmatig worden herlezen om daarin de taal- en spelfouten, de onnauwkeurigheden, bijvoorbeeld bij de opgave van de woorden die vervangen moeten worden [17], de typefouten, de discrepanties tussen de Nederlandse

[17]Zie bijvoorbeeld de artikelen 47, 2°, en 100, 2°.

en de Franse versie [18], de overlappingen, bijvoorbeeld in de nummering van de hoofdstukken en van de artikelen, te verbeteren.

5. De overeenstemming tussen de artikelen van het voorontwerp en die aangegeven in de artikelsgewijze bespreking moet worden nagezien.

---

[18]Zo schrijve men bijvoorbeeld in het ontworpen artikel 283 van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 78 van het voorontwerp) in de Franse versie zoals in de Nederlandse versie "... ne peut suivre une seconde fois la même formation certifiée". Zo ook moet in het ontworpen artikel 286 van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 81 van het voorontwerp) de laatste zin van de Franse versie, die niet voorkomt in de Nederlandse versie, geschrapt worden; de inhoud daarvan staat bovendien in het ontworpen artikel 286*bis* van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 82 van het voorontwerp). Zie ook inzonderheid het ontworpen artikel 410 van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 139 van het voorontwerp).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	D. LANGBEEN,	hoofdgriffier.
de Heer	M. FAUCONIER,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE EERSTE VOORZITTER,

D. LANGBEEN R. ANDERSEN